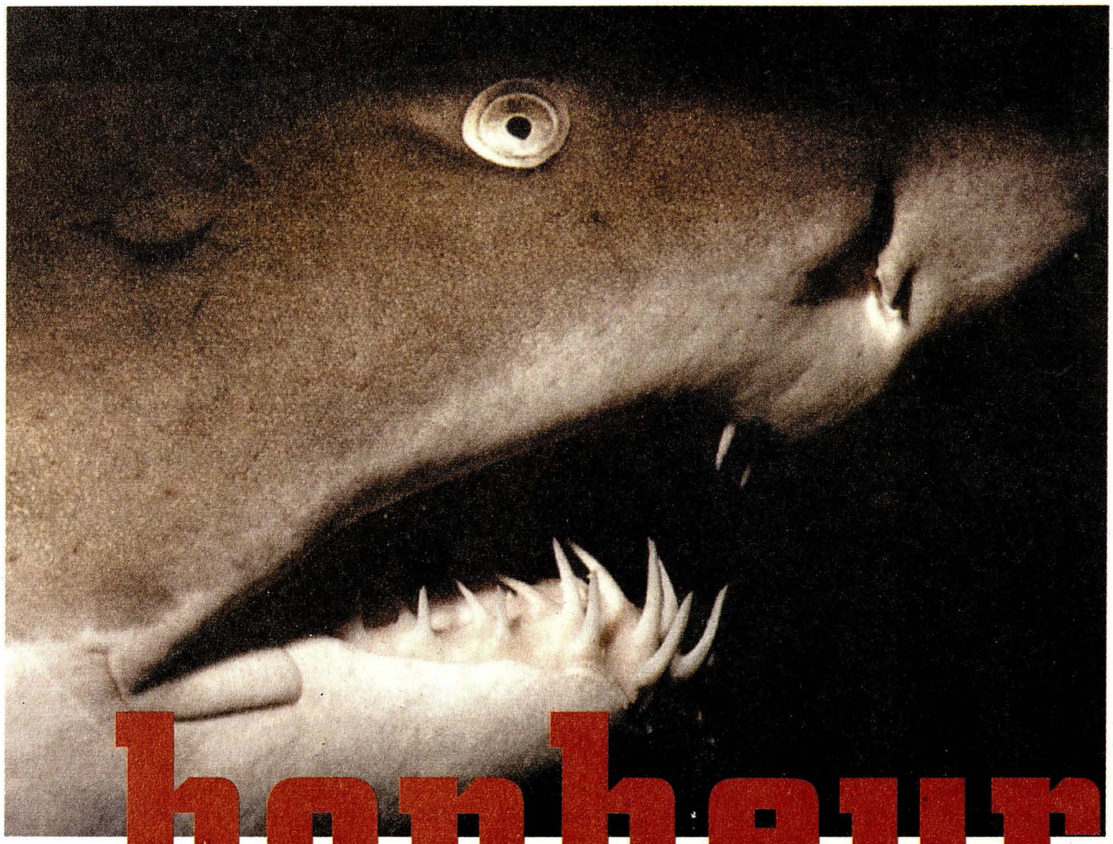
hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Forum social de Porto Alegre : la messe est dite

Le coup de grâce annoncé des 3 200 salariés d'Air Lib

Irak : par les armes ou non, ils auront son pétrole



au bonheur des ogres

Du cassage d'entreprises comme Air Lib, en passant par la précarisation des populations jusqu'à la captation des ressources pétrolières irakiennes, l'appétit capitaliste est insatiable. Il s'offre même une séance de maquillage au banquet réformiste du Forum social. Nous pouvons dire ceci : rien ne change ! Surtout pas notre volonté anarchiste de construire un autre monde sur les ruines de celui qu'on nous impose.

M 02137 - 1309 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Le travail est le vice des classes qui boivent »
Anonyme

hebdo n° 1309

du 27 février au 5 mars 2003

Sommaire

La grand-messe antimondialiste de **Porto Alegre**, par J.-P. Garnier, page 3

Mondialisme ; les **anars d'Amérique du Sud** s'expriment, page 4

Les **perles** médiatiques relevées par Frédo Ladrisse, page 5

La **matière grise** victime de la gloutonnerie yankee, par Daniel T., page 5

Les 3 200 victimes d'**Air Lib** ; une mise à mort programmée, par Delgranado, page 6

Vieilles mites gaullistes et **réforme du scrutin**, par Fred, page 7

Irak, guerre déclarée ou non ; l'enjeu pétrolier est incontournable, par M. Sahuc, page 8

Les victimes de l'**Espagne franquiste** apparaissent au grand jour, page 10

Un centre socioculturel est en danger au **Portugal**, page 10

Alerte anarchiste à l'hyper-inflation au **Venezuela**, page 10

Mobilisation à Drancy pour le **droit au logement**, page 11

La spirale sécuritaire : **séropositivité, viol** et législation, par P. Schindler, page 12

La précarité est une super-arme socio-économique, par Sam, page 13

C'est plus fort qu'eux : **l'École émancipée** dernière victime des trotskistes, page 15

H. Hurst nous raconte son **festival de Berlin**, page 18

Copinages, **cinéma-coups de cœur** pour *Anita*, qui n'en fait qu'à sa tête par J.-C. Richard, page 20

À la rencontre du poète **Jean-Michel Bongiraud**, par C. Kottelanne, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, le matériel **anti G8** est arrivé, page 23

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ **Prénom** _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ **Ville** _____

◯ **Chèque bancaire** ◯ **Virement postal** (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

De Porto Alegre à Brasilia

la fête altermondialiste est finie

Jean-Pierre Garnier

Quarante ans après leur avoir accordé un semblant d'indépendance politique, le gouvernement français a réuni la semaine dernière à Paris les gouverneurs de l'empire françafricain. Ce ramassis de dictateurs, génocidaires et autres tortionnaires sont venus se pavaner dans les palaces parisiens pour prêter allégeance à leur protecteur, qui, pour faire bonne mesure, a sermonné ceux dont les exactions trop visibles attirent la réprobation des opinions publiques internationales. Pendant ce temps, l'Afrique est dévastée par les guerres, la misère et les épidémies. Les populations exploitées, les richesses naturelles pillées par les multinationales servent les intérêts des rois du marché mondial qui s'enrichissent en achetant à vil prix le café, le cacao, les minerais et autres produits, et en revendant au prix fort les moyens de production tels que les usines, les machines outils, etc. Sans compter les armes qui, en plus de constituer un marché très lucratif, entretiennent un chaos empêchant toute émancipation de ces peuples opprimés.

Bien sûr, dans la pure tradition coloniale, cette exploitation forcenée d'un continent asservi est cachée derrière une volonté affichée d'aider ces population à accéder aux bienfaits de notre civilisation et de ses valeurs judéo-chrétiennes. De même le président des États-Unis d'Amérique, au nom du dieu vindicatif et vengeur qu'il s'est donné comme maître, cache les intérêts politiques et économiques de ceux qui l'emploient, derrière une lutte pour le triomphe du Bien. Il cache les motivations de la guerre que lui ont commandé les lobbies militaro industriels et pétroliers, derrière une volonté de moralisation des rapports internationaux entre les États, ne tenant aucun compte des opinions publiques qui se lèvent sur les cinq continents pour soutenir ceux qu'il se prépare à assassiner. Au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, ceux qui sont sensés être nos représentants se foutent de nos gueules et ne nous considèrent que comme des masses à leurs bottes, des pions sur un échiquier qu'ils manipulent à leur guise, sans se soucier des conséquences que leurs stratégies fumeuses nous font subir.

Nous, anarchistes, ne promettons aux autres ni un monde meilleur, ni des lendemains qui chantent. Nous désirons d'aabord que les hommes apprennent à se connaître eux mêmes, à comprendre leur situation sous le régime actuel du gouvernement mondial qui les asservit. Ce sont les conditions pour qu'ils puissent conquérir eux mêmes leur liberté, afin que nous puissions construire ensemble un monde sans dieu ni maître.

COMBIEN a coûté le dernier Woodstock de l'altermondialisation ? Selon les chiffres publiés, 3 485 000 $ (sans compter l'embauche de personnel et les hébergements couverts par la mairie de Porto Alegre). Le déficit prévu était de 246 000 $. La plus grosse rentrée d'argent est venue de l'inscription des participants (50 $ par tête), mais les estimations prévoyaient que les quelque 100 000 personnes accourues au Forum devaient dépenser 20 millions de dollars sur place en trajets, repas, boissons, produits dérivés, etc. Parmi les autres sources de financement figuraient l'État de Rio Grande do Sul et la municipalité de Porto Alegre. Le rassemblement de l'« internationale citoyenne » bénéficiait également du parrainage de la Banco do Brasil et de la firme Petrobras (400 000 $), et même de la Fondation Ford (500 000 $), institution sans lien aucun, comme chacun sait, avec le « néolibéralisme » honni. Mais nous ne sommes pas à un paradoxe près. Bernard Cassen a bien été mendier du fric, le mois dernier, en compagnie de Patrick Braouezec, auprès de Raffarin pour le prochain forum, « régional » cette fois-ci, de Saint-Denis !

Alors que Petrobras sponsorisait le FSM, on entendait une délégation bolivienne demander aux « citoyens » brésiliens de faire pression sur cette firme pétrolière pour la convaincre de préserver leurs ressources naturelles afin d'éviter une privatisation du pétrole. Et laissons de côté le soin mis par les édiles de Porto Alegre à « nettoyer » la ville de ses pauvres pour ne pas gâcher la vue des délégués parlant de justice sociale. La présence trop voyante de mendiants dans la Mecque de la « démocratie participative » aurait fait désordre ! Comme la manifestation de dénudés, qui donna lieu à quelques arrestations. Ou l'entartage d'un cacique particulièrement arrogant du PT.

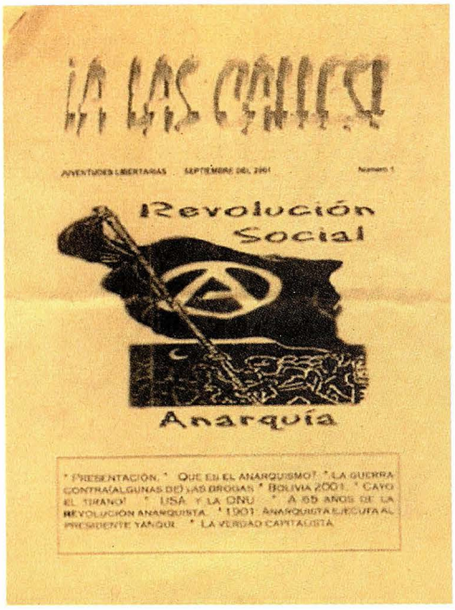
Tout le monde a cru bon de se féliciter de l'« affluence record » à ce troisième forum de la citoyenneté mondialisée. Trop, c'est trop, s'exclamèrent pourtant quelques esprits grincheux : trop de gens, trop de conférences, trop d'ateliers… Les conférences ne permettaient aucun échange ni aucune discussion entre les intervenants et les « auditeurs ». Il n'était possible de débattre que dans les ateliers, un certain nombre étant d'ailleurs complètement marginalisés, notamment ceux où il était question d'autogestion, d'horizontalité, etc. Cette marginalisation résultait tantôt des manœuvres des organisateurs du Forum, respectueux de la hiérarchie et déjà imbibés de la « culture de gouvernement » dont se réclament, à leur tour, les hommes du nouveau président, tantôt – il faut le reconnaître – de l'organisation chaotique de ladite horizontalité. Le tout donnait l'impression d'une grande surface où chacun venait consommer de la contestation. Une contestation tous azimuts, mais la plupart du temps limitée à celle du « néolibéralisme », le capitalisme passant à travers les mailles du filet.

Si l'on excepte Arundhati Roy, en effet, les conférenciers se gardèrent bien de remettre en cause l'exploitation, de même que peu osèrent s'en prendre à la gauche institutionnelle. Certes, des voix discordantes parvinrent tout de même à se faire entendre. Non sans mal. Celles du réseau No-Vox, par exemple, coordination des « sans » (sans emploi, sans toit, etc.) qui ont dû organiser leur propre campement, au prix d'une occupation « sauvage » d'un terrain situé à l'écart, car ils n'avaient pas les moyens de se payer l'hôtel ou le « campement pour la jeunesse », bien utile, entre nous soit dit, pour cantonner les jeunes qui, on ne sait jamais, auraient pu se révéler incontrôlables. No-Vox dut même forcer l'entrée pour ses représentants. En effet, 50 $, c'est une somme pour les sans-le-sous. À croire que seules les ONG néo-petites-bourgeoises seraient habilitées à débattre de la pauvreté dans le monde, les « intéressés », c'est-à-dire les pauvres, n'ayant que le droit de se taire !

suite page 4

Porto Alegre

les anars aussi



En parallèle au FSM de Porto Alegre se sont tenues des journées anarchistes. Y étaient représentés la Fédération anarchiste uruguayenne, la Fédération anarchiste gaúcha, le collectif éditorial Luta Libertária de São Paulo et le Laboratoire d'études libertaires de Rio de Janeiro. Ces organisations ont signé une déclaration finale, expression d'un accord profond et résultat de plusieurs années de travail commun.

Le fond en est franchement anarchiste et se démarque fortement de la social-démocratie. Ces libertaires n'attendent de solution aux problèmes de l'Amérique latine que venant de l'union des opprimés. Ils rejettent avec vigueur les organismes supranationaux comme l'Organisation des États américains ou l'Alca (zone de libre-échange des Amériques) qu'ils considèrent comme des outils de l'impérialisme. Ils n'attendent naturellement pas de salut des États nationaux, « valets de l'Empire ».

Leur ennemie déclarée est la division des exploités qui laisse le champ libre à l'escalade militariste et à la domination du monde par une superpuissance. Car si les États-Unis ne sont cités qu'une seule fois, presque au détour d'une phrase, c'est bien ce pays qui est dans la ligne de mire des anarchistes sud-américains. On comprend que les natifs de ce continent voient d'un œil ironique George Bush donner des leçons de démocratie : les Saddam Hussein, ils en ont eu leur part, et plus. Et chacun sait que la CIA tirait les ficelles.

Bref, solidement ancrés sur le terrain de l'anarchisme prolétarien, nos compagnons s'apprêtent à mener des luttes de titans.

M.L.

Extraits de la Déclaration finale

« Cette partie du monde s'est construite sur l'invasion de toutes les nations et peuples originels de notre terre, que les oppresseurs ont appelé indigènes, tout comme les peuples des nations d'Afrique furent traités de nègres. Notre lutte s'inscrit dans la résistance indienne, noire et populaire depuis 500 ans. Il nous appartient de chercher constamment des alternatives pour aujourd'hui, actions et formes, pour résister en faisant de la mémoire des luttes un instrument générateur d'identité.

[…]

» Nos organisations tentent d'accomplir leur part dans la résistance latino-américaine, construisant un anarchisme engagé et identifié avec les classes opprimées, inséré dans le milieu populaire, impulsant les luttes, l'action directe à tous les niveaux, l'indépendance de classe, l'autogestion et la solidarité entre ceux d'en-bas. Nous ne nous voulons ni ne sommes l'avant-garde de rien du tout. Les peuples ont toujours su choisir leur propre chemin. Nous savons que nous devons toujours respecter les rythmes et processus divers des différents espaces sociaux. L'autodétermination des peuples s'exprime de manière externe face à l'ennemi, et, en interne, dans les avancées des formes d'organisation populaire.

» Notre tâche aujourd'hui est de faire l'effort de rassembler tous les secteurs populaires en lutte qui existent dans chaque recoin d'Amérique latine, en recherchant l'unité d'un front des classes opprimées capable de stopper les avancées de l'Empire en notre terre. Le poing fermé pour l'ennemi de classe, la main tendue au compagnon de lutte ! Pour le socialisme et pour la liberté, vivent ceux qui luttent ! »

Le texte complet de la Déclaration est disponible sur A-infos (www.ainfos.ca) en portugais et en français dans une traduction de El Jorge, que nous remercions.

la fête altermondialiste est finie

suite de la page 3

Indymedia Brésil a publié une lettre ouverte aux organisateurs, demandant pourquoi le Forum soutenait la presse officielle, mercantile et manipulatrice, et non les médias associatifs, communautaires et indépendants.

L'accréditation « presse alternative » donnait droit aux conférences, mais pas à la centaine d'ordinateurs de la salle de presse. Alors que journalistes de la presse bourgeoise, nationale ou internationale, bénéficiaient des infrastructures d'accueil aménagées à leur intention, les militants du centre Indymedia avaient été relégués au deuxième étage d'un immeuble aux canalisations défectueuses.

Une « autre critique du monde » est-elle possible ? Cela ne semble pas parti pour, à en juger par les dernières nouvelles officielles – celles colportées par la presse française de marché – relatives à la dérive droitière, baptisée « recentrage », des « Lula's boys », comme on les appelle déjà au Brésil (encore qu'une autre appellation serait plus adéquate, Lula faisant plutôt lui-même office de « boy » auprès des financiers de Washington et de leurs fondés de pouvoir brésiliens). Comme dans l'Hexagone, après le 10 mai 1981, ce sont d'anciens petits chefs de groupuscules gauchistes qui se chargent de pourfendre… le gauchisme au sein du « parti de gouvernement » qu'est devenu le PT.

Promu ministre des Finances, l'ex-trotskiste Antonio Palocci, « coqueluche de Wall Street », selon *Le Monde*, s'est résolument engagé dans la voie de ce néolibéralisme conspué au même moment à Porto Alegre. Premières décisions à faire avaler au « peuple de gauche » brésilien : la réduction des retraites et l'autonomie de la banque du Brésil. Ce sont là deux des promesses que Palocci avait réitérées devant quelques manitous du FMI, lors de sa virée dans la capitale de l'Empire aux côtés du nouveau président, sommé, à peine élu, de prêter allégeance à son homologue étatsunien. Autre renégat, l'ex-guerrilléro maoïste José Genoino a été placé à la tête du PT pour le « normaliser ». Ainsi se fait-il fort d'exclure du parti les « chiites », c'est-à-dire les militants demeurés anticapitalistes dont l'agitation pourrait inquiéter les « marchés ». Comme le soulignait Braz de Araujo, politologue « de gauche » en tous points semblable à ceux qui sévissent à Paris, rue Saint-Guillaume, « le parti doit montrer qu'il est capable de mater les radicaux pour consolider la confiance déposée en Lula. Celui-ci est désormais responsable devant tous les Brésiliens, et plus seulement devant ses électeurs ». Traduction en clair : Lula doit rendre des comptes à tous les Brésiliens, y compris à ceux qui ont voté contre lui – sans parler des dirigeants étatsuniens –, sauf aux travailleurs.

J.-P. G.

Quand l'autruche éternue...

La cinquième compagnie en a.

« Où sont les Français ? Ils se cachent, ils pètent de trouille » (éditorial du *New York Post*).

Et c'est rien qu'une bande de pédés chevelus et sans couilles, qui passent leurs journées à bouffer des cuisses de grenouilles trempées dans du roquefort.

Le livre de la jungle.

« Dans la catégorie lion, Chirac est le roi de la forêt » (Renaud Dutreil, secrétaire d'État aux petites et moyennes embrouilles).

Dans la catégorie chacal, Sarkozy le devance d'une petite encolure. Les prétendants au titre dans la catégorie vautours sont décidément trop nombreux pour qu'on puisse tous les citer. Quant à Dutreil...

Le livre de la jungle, 2.

On nous demande de signaler à Monsieur le secrétaire d'État que, contrairement aux loups, aux chaperons rouges et aux grands-mères, les lions ne vivent pas dans la forêt, mais dans ce qu'on appelle vulgairement « la savane ». Oui, en Afrique, chez les pas-blancs : bonne réponse mon petit Renaud, viens chercher ton bon point

Antiaméricanisme primaire.

« À chaque fois que la chasse recule, c'est Coca-Cola qui s'avance » (Roselyne Bachelot).

On a effectivement remarqué que le chasseur privé de son lot de canards sauvages migre instantanément vers le McDo le plus proche. C'est une tradition. On peut rien contre les traditions.

Le hold-up du siècle d'avant.

« Giscard, jeune et sans parti, c'est le plus beau coup de ces cinquante dernières années » (Dutreil, qui les multiplie).

En 74, bingo ! il fait sauter la banque, au nez et à la barbe du Jacques... Mais tu le connais, le Valéry : il mets la main sur l'Élysée, et, bon prince, il laisse Paris à la bande d'en face... Alors ça valse les valises, Charles-le-Corse s'y colle, et Alain-de-Bordeaux itou. Résultat : le grand Jacques il monte son affaire, et voilà, maintenant le parrain c'est lui. 82 %... C'est pas un beau coup ça ?

Ravachol et les chics types.

« Il existe chez les altermondialistes des groupes d'origine anarchiste très violents. Je ne parle pas d'Attac. Je parle des radicaux. Ceux-là sont très dangereux » (Yves Bertrand, patron des RG).

Attac, ils sont mignons, je les connais, c'est des chics types : avec les collègues, rien que pour se marrer, on a monté un groupe Attac au ministère de l'Intérieur. Tous les ans on part une semaine au Brésil, gratos... Par contre, les anars, faut faire gaffe : y'en des, ils cassent les vitrines ! d'ailleurs, selon nos informations, la bande à Bonnot serait en voie de reconstitution, et on aurait vu Ravachol rôdant dans la banlieue d'Évian. Méfiance...

Suivre ou être suivi. .

« Notre travail, c'est le suivi : suivi des gens normaux pour essayer de détecter les gens anormaux » (Bernard Squarcini, numéro deux des RG).

Comme il est rassurant de vivre dans un pays où la frontière entre « normaux » et « anormaux » répond aux critères établis par la police politique... Je sais pas vous, mais moi, je veux pas de problèmes : je résilie mon abonnement au *Monde Libertaire*, et remplace sa lecture par celle de la *Gazette du 5e bureau*, à droite en sortant de l'ascenseur, entre les chiottes et le local poubelles.

Fredo Ladrisse

(sources : le Figaro, le Journal du dimanche, Libération, Lire, le New York Post*)*

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

pillage des cerveaux

LES GOUVERNEMENTS capitalistes poussent au développement du tiers monde car ils n'ont que faire de masses misérables et analphabètes. Il s'agit d'en former une minorité – les meilleurs – pour pouvoir ensuite les importer dans nos contrées grosses dévoreuses de matière grise.

L'intelligence est une matière première consommable et il s'agit d'en exploiter les gisements naturels. Après avoir cassé le prix des matières premières, il leur faut maintenant casser le prix de la matière grise. Après la Seconde Guerre mondiale, les Américains ont récupéré, par l'appât du gain, les scientifiques de la vieille Europe. Cela leur a permis de prendre une avance technologique qui, liée à leur capacité d'absorption massive de produits – qui autorise le lancement de puissantes industries – leur a donné une suprématie économique et militaire d'un demi-siècle.

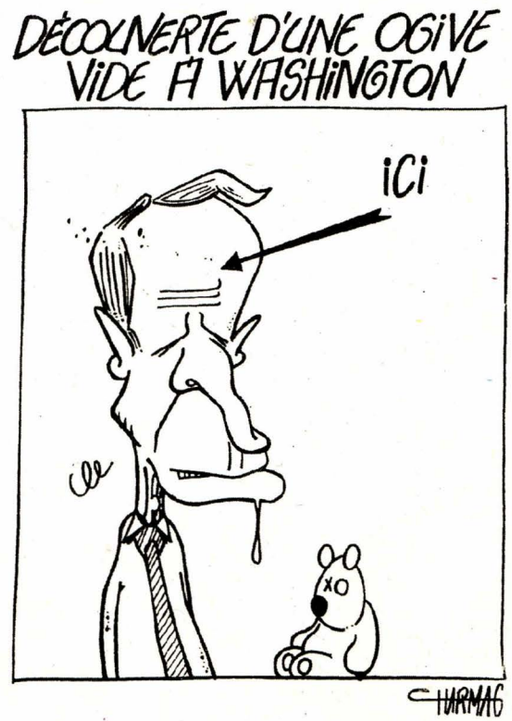
Pour maintenir cette hégémonie, quelquefois tyrannique (Chili, Panama, Grenade, Vietnam...), sur le monde, ils ont besoin de toujours plus de cerveaux, et surtout de plus de cervelle que leurs voisins et rivaux. Leur régime alimentaire et scolaire n'étant apparemment pas en mesure de fournir un excédent de génie, il leur faut donc chercher ailleurs cette matière grise. C'est pourquoi ils encouragent tous les États à sélectionner leurs élites et à les former aux canons de la science occidentale. Les meilleurs auront des bourses dans les universités américaines.

Ils seront de précieux auxiliaires pour l'extension de la pieuvre économique qui tient lieu d'argument politique à ce peuple de camelots. Peu de gens sont capables de résister aux sirènes américaines.

Ce transfert de matière grise appauvrit les pays pauvres qui n'ont déjà pas assez de cadres compétents. Après le pillage des ressources minières et agricoles, c'est le pillage de l'intelligence.

Daniel T.

groupe Dejacque, FA Lyon



Air Lib

Un échec au compte de qui ?

Le transport aérien comme tous les transports doit être traité comme un service public. Son usage doit être accessible à chacun et à tous en toute sécurité.

Voies Libres

Air Lib a été déclaré en faillite. Dans les prochains jours, le dépôt de bilan sera constaté et 3 200 salariés iront pointer au chômage. Tous ne sont pas pilotes à 50 000 balles par mois, parmi eux, il y a de nombreux « smicards » du transport aérien. Pour les personnels au sol, les hôtesses et les stewards, le temps n'est pas à se repositionner dans les compagnies aériennes du monde entier. Les perspectives sont funestes. Les derniers salariés licenciés en 2001 d'Air Lib sont encore aux deux tiers sur le carreau et tous en sont conscients. Mais, au-delà de cette misère annoncée, l'urgence est à comprendre les raisons de cet échec économique. Cela peut permettre, au moins dans un premier temps, de demander des comptes à qui de droit.

L'aboutissement d'une longue histoire

Air Lib n'est pas née d'hier mais est le résultat de fusions et concentrations de compagnies aériennes françaises ou étrangères. Sa faillite d'aujourd'hui n'est pas isolée et est l'aboutissement de multiples restructurations du secteur. Mais en premier, elle puise ses origines dans une compagnie aérienne Air Outre-mer constituée il y a plus de trente ans par le pouvoir gaulliste. Le gouvernement de l'époque avait créé cette compagnie pour satisfaire en premier sa capacité de se financer et au-delà alimenter les potentats d'outre-mer. Il avait assuré le financement en lui réservant une part importante des passages des fonctionnaires entre la métropole et leurs lieux d'affectation. C'est donc à partir des fonds de l'État que celle-ci avait puisé ses ressources. Certains au pouvoir aujourd'hui, y compris au plus haut niveau, n'ont pas été étrangers à cette opération. Puis, il y a eu Minerve, une des premières compagnies charters qui fusionna avec la première citée pour créer AOM et selon les caciques de l'époque le deuxième pôle aérien français en concurrence d'Air France, compagnie nationale à capitaux d'État.

En parallèle, fut créée la compagnie Air Liberté qui fusionna avec TAT. De même fut créée Air Littoral qui correspondait aux prestiges de certains politiciens du Sud-Ouest. Tout cela avec la bénédiction de l'État et des pouvoirs successifs qui pouvaient ainsi régaler leurs petits copains. Puis en 2000, la compagnie Swissair, bien mal en point, l'avenir le dira, voulue se positionner parmi les compagnies leaders au plan mondial. Elle acheta alors Air Littoral, Air Liberté, AOM et Sabena, ex-compagnie nationale belge. C'est à ce moment qu'apparaît le baron Seillière qui se fait le porteur de valises pour les suisses puisque ceux-ci, faute d'appartenir à l'Union européenne, devaient se trouver un prête-nom. Il y investit quelques fonds qu'il se garantit par ailleurs. En clair, ce porteur de parts n'avait aucun risque et on peut penser aujourd'hui qu'il a même dû en tirer profit malgré ce qu'il affirme. Les maîtres des Forges ne sont pas habitués à se faire saigner ! Ces rachats se traduisirent déjà à l'époque par des licenciements, mais Seillière, copain de promo de Jospin, ne fut pas inquiété pas le camarade Gayssot, la gauche plurielle exigeait une certaine paix sociale garantie par un ministre communiste même en déliquescence.

Malheureusement pour les salariés des compagnies concernées, la baudruche Swissair allait se dégonfler et faire apparaître un déficit de plusieurs milliards. Le joyau suisse du capitalisme populaire avec ses milliers de petits porteurs s'est effondré et notre gouvernement de la gauche plurielle en France se retrouvait face à une catastrophe économique doublée d'un problème social. La solution passait alors par une restructuration qui vit, entre autres, Air Littoral reprendre sa liberté et la constitution de la compagnie Air Lib, positionnée de nouveau en deuxième pôle aérien français, donc concurrent d'Air France, et financée par des fonds publics soit via des charges sociales impayées, soit via des prêts publics. Pour la petite histoire, la direction de cette compagnie a alors été confiée à des camarades ou des compagnons de route. Remarquons que dans le même temps, le kamarade Gayssot engageait la privatisation d'Air France au titre du réalisme économique, ce qui lui permit de s'assurer une certaine tranquillité en distribuant quelques actions aux pilotes.

Nous relatons ces faits dont les salariés furent tout au long les otages, et leur licenciement aujourd'hui est le résultat de la pratique des politiques et des boursicoteurs. L'État et le capital sont les seuls responsables des 3 200 licenciements. C'est la loi de notre société mais aussi froidement appliquée, seul le jet de pavé peut libérer quelques rancœurs. Le pouvoir l'a compris et dès la fin annoncée, il a réprimé – gazage des manifestants dans les aéroports – ou menacé par la présence massive des CRS et gardes mobiles lors des manifestations des salariés d'Air Lib.

Maintenant, il annonce qu'il embauchera dans les compagnies et sociétés nationales : Air France, SNCF, RATP, ADP… Si on l'écoute, la faillite d'Air lib va créer des emplois ! Seuls les naïfs pourraient le croire. D'autant que le secteur économique est sinistré. Air Canada annonce des milliers de licenciements, Lufthansa est sur le même point. Toutes les compagnies aériennes tendent le dos en attendant la guerre. Pendant la première guerre du Golfe, l'activité du transport aérien avait été réduite de moitié.

Delgranado

La pensée 58

« En tant qu'anarchistes, disent les gens, qu'est-ce que ça peut vous foutre qu'on réforme les scrutins ? De toute façon vous votez pas. En tant que végétarien, réponds-je, je ne vois pas pourquoi je me refuserais le droit d'observer le va-et-vient des veaux dans les prés et pâtures, d'aller voir de plus près ce qui se trame dans les abattoirs. »

Par la grâce du 49-3, le gouvernement vient donc de modifier le mode de scrutin des élections européennes et régionales. Sous prétexte d'éviter les dérapages extrêmes de la droite en 98, on raye du paysage toutes les petites formations, on instaure, par le 49-3, un bipartisme de fait. par ailleurs, on évite à Juppé de devoir assumer seul la gamelle, peut-être mémorable, de l'UMP en 2004.

Mais l'UMP n'est pas le seul groupuscule de masse que cette réforme arrange. Si le PS râle, c'est pour le principe. En coulisse il ne peut que se réjouir d'une réforme qui privera de tribune l'extrême gauche électoraliste, ramènera les écolos à davantage d'humilité, enterrera définitivement un PC déjà moribond. Si on ajoute à cela la méchante culpabilité que nourrit une partie du « peuple de gauche » suite à l'éviction de Jospin, alors on peut être certain que, lors des prochaines échéances, le PS fera le plein de voix. Et cette fois, dès le premier tour. Ainsi, le peuple de gauche sera châtié pour n'avoir pas su bien voter. Le peuple, comme les gamins, c'est pénible : à peine vous lui tournez le dos qu'il en profite pour faire une énorme connerie.

Maintenant, terminé les conneries. Aux prochaines élections se sera soit le roudoudou, soit le bâton de zan. Le petit Mamère chiale, Bayrou-le-fayot fait le gros dos, Besancenot verse une larme, et Gremetz se fâche ? Sales gosses ! Plutôt que de les plaindre, on rappellera leur attitude durant la tragi-comédie de l'élection présidentielle. Pas un qui n'ait eu le courage de ne pas appeler à voter pour celui qui, par cette réforme, signe leur arrêt de mort. Eh, les mômes, vous attendiez quoi ? Que Chirac gouverne à gauche parce que la gauche a voté pour lui (extrait du florilège des non-sens schizophréniques entendus suite au premier tour) ? Qu'il vous envoie des fleurs, nomme à Matignon l'abbé Pierre ? Si il en est un, dans cette affaire, qui fut fidèle à ses principes, c'est bien lui, c'est Chirac. Et je vous dis pas comment ça me ruine l'intestin grêle de devoir écrire ça. Il avait prévenu, pourtant. Restauration il avait dit, de l'État, de son Autorité, etc., etc. Des discours qui sonnaient comme autant de rappels à l'Ordre, Image du Chef, Fonction Sacrée, bref, il avait ressorti toute la vieille quincaillerie gaulliste. Son programme était clair : retour de la pensée 58, contre les idées de 68. Sous les pavés (pris dans la gueule) la rage, et, jusqu'à aujourd'hui, l'intact désir de revanche des tenants de la réaction. De Gaulle, en 58, a inscrit dans le marbre de la Constitution le principe de la dérive autocratique en régime républicain. Chirac usera tout son second mandat à traduire dans les faits et cette dérive totalitaire (servi en cela par Sarkozy, dit « Nicolas le putrescible »), et le retour aux affaires d'une mafia de conservateurs qui n'ont de « néo » que le nom. Bref, un programme haut en couleur, qu'on pourrait appeler sueur et sang, et dont le mot d'ordre serait : il est interdit de m'interdire de faire ce que je veux, c'est moi le patron, oui ou merde ? Un programme mis en œuvre par un type qui, au premier tour, a recueilli moins de 20 % des suffrages…

En tant qu'anarchistes, disent les gens, qu'est-ce que ça peut vous foutre qu'on réforme les scrutins, de toute façon vous votez pas. En tant que végétarien, réponds-je, je ne vois pas pourquoi je me refuserais le droit d'observer le va-et-vient des veaux dans les prés et pâtures, surtout, d'aller voir de plus près ce qui se trame dans les abattoirs. La comparaison est osée ? Au contraire, elle est douce. Quasi euphémique.

Une élection présidentielle dont le second tour exclut, de fait, plus de 60 % des votants s'étant exprimé au premier tour. 37 % d'abstention lors des législatives, record historique battu, et toujours pas un(e) élu(e) pour relever qu'il y aurait comme quelque chose de pourri au royaume du bulletin de vote ? Non, ils, elles, sont content(e)s ; ils, elles, se sont battu(e)s pire que des chiffonniers pour ce bout de tissu tricolore ; ils, elles, réalisent leurs rêves, alors pas question de reconnaître qu'il, elle, ne représente, à vrai dire, quasiment personne. Crise de légitimité de la représentation, a-t-on entendu çà et là. Quelle réponse ? Le bipartisme ! Là, les anarchistes se marrent, mais aussi dressent l'oreille. Parce que le principal effet de cette réforme sera de renforcer l'abstention politique, l'abstention assumée, volontaire, que nous défendons. Parce que ladite crise de légitimité n'en est qu'à ses prémices, que le fossé, déjà bien creusé, séparant les individus de leurs soi-disant représentants, ne peut aller qu'en s'élargissant, d'une élection à l'autre. Parce que le discrédit qui pèse sur les hémicycles et les sangsues qui s'y accrochent nourrit notre désir de voir naître d'autres formes d'organisation politique.

Déjà, les électeurs, les électrices, se désintéressent de scrutins dont l'enjeu se résume à choisir entre deux programmes, à peu de choses près identiques (un des messages majeurs du 21 avril ne fut-il pas que, tout bien pesé, voter pour Jospin revenait à voter pour Chirac ?), guettent les alternatives possibles à ce qu'ils ont identifié comme n'étant qu'une course au pouvoir, une farce dont ils sont à chaque fois les dindons. Aujourd'hui s'élargit l'espace où peuvent prendre place, se développer, s'émanciper, les idées libertaires. Demain, le citoyen, plutôt que de voter pour celui qui veut le faire taire, choisira de garder sa voix pour mieux se faire entendre. Plutôt que de devenir aphone, il parlera, dans les quartiers, dans les villes, dans les entreprises. C'est ce pour quoi nous luttons : pour que chacun ait sont mot, cent mots, mille mots à dire. Et pour ça, pas besoin d'attendre les prochaines élections. Voter c'est accepter de se taire. Alors, quand est-ce qu'on se parle ?

Fred
groupe Louise-Michel

Très vite, puisque l'essentiel est ailleurs, résumons cette énième réforme, présentée comme étant la réponse du camp républicain au « tremblement de terre » du 21 avril. D'abord, les européennes : régionalisation du scrutin (huit grandes circonscriptions se substituent aux listes nationales). Quant au mode d'attribution des sièges, si la règle des 5 % des suffrages exprimés perdure, il se trouve drôlement compliqué par la régionalisation. En fait, le processus devient si complexe qu'on est en droit de se demander si cette réforme ne vise pas à renforcer le paravent derrière lequel se déroule les habituelles magouilles post-électorales. Ah, vraiment, vous croyez ? Passons aux régionales. Pour se maintenir au second tour, il faudra désormais atteindre la barre de 10 % des inscrits. Non plus des votants : des inscrits. Soit, vu le taux d'abstention dans ce type d'élections, environ 20 % des suffrages exprimés, eh oui… Mission impossible pour les petits candidats, qui se voient interdire toute fusion de liste entre les deux tours, si chacun n'a pas obtenu un score égal ou supérieur à 5 % des inscrits. Soit, toujours selon le même principe, environ 10 % des suffrages exprimés. Adieu élus LO, adieu Verts, PC…

Irak

Les États-Unis

Michel SAHUC

Il est clair que la bourgeoisie et l'État états-uniens sont déterminés à porter la guerre et la mort partout sur la planète. À mesure que les forces armées américaines plantent leurs aigles sur des territoires nouvellement conquis pour la pénétration du capital US, les autres puissances impérialistes ont des difficultés à résister alors même qu'elles voient le capitalisme américain leur voler la mise.

Cette position de force gagnée par les États-Unis dans le sillage des attaques du 11 septembre est la réponse de l'impérialisme US à un monde qui lui échappe de plus en plus. Si le capital étatsunien avait encore le tonus économique qu'il avait lors du partage du monde après la Deuxième Guerre mondiale, il ne serait pas affolé par une « fourmi » terroriste comme Al-Qaeda au point de montrer du doigt une bonne soixantaine de pays.

Dans le golfe Persique, l'obstacle principal aux ambitions américaines est maintenant l'Irak. Il fut un temps où les intérêts de l'impérialisme étatsunien commandaient de soutenir et d'armer le régime de Bagdad. Aujourd'hui, la bourgeoisie américaine ressent le besoin d'éliminer le régime du parti Baas et de le remplacer par un protectorat sous son contrôle militaire. Si les USA n'éliminent pas le gouvernement du parti Baas en Irak, le capital US n'aura jamais suffisamment de liberté de mouvement dans la région du golfe Persique.

Pour trouver le prétexte final pour déclencher la guerre, la bourgeoisie américaine se servira du compte rendu des inspecteurs de l'ONU et d'hypothétiques preuves. Actuellement, le régime Baas doit permettre une totale liberté de mouvement aux équipes d'inspection sur l'ensemble de son territoire. Dans le cas où l'Irak permette le retour des inspecteurs dans leur pays, les équipes d'inspection américaines feront tout pour provoquer le gouvernement irakien de façon à ce qu'on puisse l'accuser d'obstruction et paver ainsi la voie à la guerre. Si l'Irak refuse l'entrée aux inspecteurs, le prétexte est aussi trouvé.

Une tactique semblable, l'imposition d'une série d'alternatives que l'ennemi ne peut accepter ni refuser sert bien la bourgeoisie comme l'a démontré l'accord de Rambouillet qui servit de prétexte à écraser ce qui reste de l'ex-Yougoslavie.

Non seulement le renversement de l'Irak est déjà décidé mais les États-Unis sont aussi en voie de décider qui dirigera le gouvernement qu'ils mettront en place. Ce gouvernement en attente comprendra le « groupe des quatre », réunissant le Parti démocratique du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan, le principal groupe d'opposition chiite, de même que le soi-disant Accord national irakien et l'organisation des anciens officiers militaires du régime Baas lui-même (les préférés de la CIA). Le soutien américain à ce « groupe des quatre » représente un renversement de politique des USA qui les éloignent du Congrès national irakien qu'ils avaient eux-mêmes créé et financé mais qui s'avère un véhicule insuffisant pour la tâche en cours. Cette fin de l'appui à une vague coalition de partis politiques d'opposition au profit de quatre groupes de brutes armées marque une rupture avec la politique d'endiguement antérieure en faveur d'une politique militaire plus agressive. Ironiquement, les groupes favorisés par les États-Unis pour diriger l'Irak après cette prochaine étape de la « guerre contre le terrorisme » sont tous des contrebandiers, des gangsters et des terroristes.

L'effort américain en vue d'isoler l'Irak a échoué. Les failles dans le régime de sanctions se sont approfondies au fil des ans alors que les alliés des USA tout autant que leurs rivaux ont tout fait pour les contourner. Le nouveau régime de sanctions tente de placer tous les revenus pétroliers du pays sous contrôle de l'ONU tout en permettant l'entrée de plus de produits de consommation. Les nouveaux règlements devraient permettre à une puissance comme la Russie d'accéder à environ 750 millions en contrats maintenant débloqués. L'Irak doit environ 8 milliards à la Russie. On estime la valeur des liens économiques entre l'Irak et la Russie à 40 milliards. Les entreprises pétrolières russes LUKoil et Zarubezhneft et la compagnie française Total-Fina-Elf ont toutes des intérêts majeurs en Irak. L'Irak travaille actuellement à rouvrir son oléoduc en direction du port de Ceyhan en Turquie tout en construisant un nouvel oléoduc vers la Jordanie et un autre à travers la Syrie et la Jordanie.

D'autres pays tels la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam ont tous des intérêts en Irak. On s'accorde pour dire que ce pays

Michel Sahuc est militant du Collectif anarcho-syndicalistes la Sociale, et de la FA Montpellier.

préparent le « changement de régime »

possède la deuxième plus grande réserve de pétrole prouvée au monde quoiqu'il y en ait potentiellement encore le double car les deux dernières décennies de guerre et de privations ont effectivement stoppé toute exploration.

La position stratégique de l'Irak dans le golfe Persique et la proximité des débouchés de gaz et de pétrole d'Asie centrale en font une région cruciale pour l'impérialisme US. La révision de l'ancien régime de sanctions n'a fait que donner plus de force aux appels à l'intérieur du gouvernement US à abattre le régime irakien. Mais même à l'intérieur de la bourgeoisie et de l'État étatsuniens il y a des divergences sur le calendrier d'opérations du « changement de régime ». En mai, l'état-major conseillait vivement à l'administration de ne pas attaquer. Selon le *Washington Post*, le général Tommy Franks croyait qu'une invasion nécessiterait au moins 200 000 hommes de troupe et que les pertes seraient probablement lourdes. L'administration a alors réajusté son plan pour une guerre commençant en 2003 plutôt qu'en août dernier.

Un autre obstacle à la tentative US de renverser le régime Baas est la réticence de ses « alliés » comme la France et l'Allemagne. Les récentes tournées diplomatiques de Bush II à travers les centres européens avaient pour but de contourner ces réticences. Même le gouvernement britannique a exprimé une certaine mollesse à soutenir encore les États-Unis dans un second conflit. Pendant ce temps, la bourgeoisie russe, bien que prostrée devant la puissance US, s'oppose toujours à toute frappe militaire contre l'Irak.

À cette date, les manœuvres diplomatiques n'ont pas eu les succès espérés. Le capital européen profite directement de ses liens avec l'Irak et son pétrole. Comme les autres puissances impérialistes insistent pour que l'État américain résolve la crise par le biais de l'Onu ; elles lui disent en fait de laisser tomber car il serait surprenant qu'il puisse obtenir l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU. Depuis novembre 2000, l'Irak a choisi d'utiliser l'euro plutôt que le dollar pour ses transactions pétrolières. L'Agence Reuters a alors cité les propos du ministre irakien du Commerce, Mohammed Mehdi Saleh : « pour l'essentiel ça va nous coûter moins cher d'échanger en euros. »

Dans l'intervalle, les frappes aériennes menées par les USA et leurs alliés britanniques contre l'Irak continuent. En fait, les États-Unis mènent déjà depuis un bon moment des actions guerrières. Du 17 décembre 1998 au 18 mai 2002, des avions de guerre ont accompli 38 504 missions en provenance de l'Arabie Saoudite, du Koweït et de la Turquie selon des porte-parole du gouvernement irakien. Au fil des années, les USA ont systématiquement détruit l'infrastructure du pays. Les prétendues « zones d'exclusion aériennes » au nord et au sud ont donné une large marge de manœuvre à ses mercenaires. Au nord, les zones d'exclusion ont permis aux deux armées de guérillas kurdes de contrôler le territoire où elles opèrent.

À l'intérieur des États-Unis, le gouvernement a agi rapidement pour établir une dictature encore plus flagrante de la bourgeoisie et du complexe militaro-industriel. Le gouvernement, s'il ne le désire pas, n'aura plus à se préoccuper de preuves, de procès ou de défense légale. À l'heure actuelle, l'État peut déclarer sur son territoire, n'importe quel individu avec ou sans droit de citoyenneté, combattant de l'ennemi et le ou la faire disparaître de façon permanente dans ses prisons civiles ou militaires. La récente arrestation d'Abdullah al-Muhajir (José Padilla) pour avoir prétendument comploté la fabrication et l'usage d'une « bombe sale » radioactive a démontré que la bourgeoisie entrepreneuriale peut se débarrasser de son masque démocratique à sa guise. Le gouvernement n'a toujours pas démontré qu'il est coupable de ce crime ni aucun autre d'ailleurs.

Au début, le gouvernement ne s'attaquait qu'aux personnes non citoyennes. Maintenant, il s'attaque à tout le monde. C'est cela une grande et réelle démocratie !

Avec le discours sur « l'axe du mal » de Bush, le gouvernement a déterré toute sa vieille propagande de la guerre froide et avec elle les échos éculés de la propagande de la Deuxième Guerre mondiale. L'Agence de sécurité nationale a récemment lancé une campagne qui rappelle la vieille rengaine guerrière : « *Loose lips sink ships.* » La nouvelle campagne martèle que « l'information sécuritaire commence avec toi ». Elle intervient à un moment où les soldats américains reviennent au pays en dévoilant qu'on leur a ordonné de tuer des civil(e)s afghan(e)s autant que des combattants. Toutes les restrictions sur l'espionnage et la surveillance domestique ont été levées tandis qu'on a créé une équipe de tueurs à gages pour intervenir à l'étranger. Une vaste et nouvelle bureaucratie va être érigée sous la forme d'un Département pour la sécurité de la patrie, centralisant ouvertement tous les aspects de la surveillance, l'application de la loi et la sécurité publique.

Selon les statistiques officielles du gouvernement américain, l'investissement étranger aux USA a plongé de 60 %, de 335,6 milliards en 2000 à 132,9 milliards en 2001. Cela est indicatif d'une réelle crise de confiance dans l'économie US car le capital étranger cherche de meilleurs dividendes ailleurs. C'est la plus forte baisse depuis plus d'une décennie aux USA. L'avantage fournit aux USA par la bulle spéculative dans les secteurs des technologies et de l'énergie ne s'est pas consolidé par la promesse d'une expansion éternellement florissante mais plutôt en un regain temporaire suivi d'une crise renouvelée.

L'impérialisme étatsunien doit maintenir la circulation du capital aux USA comme il doit s'assurer le contrôle de la plus importante marchandise du capitalisme : le pétrole. La seule option ouverte pour l'impérialisme étatsunien est la guerre. Avec le prétexte de sa guerre « contre le terrorisme », le pouvoir bourgeois US a déclaré la guerre permanente à la planète entière. C'est le chant du cygne car c'est une guerre qu'elle ne peut pas gagner. Tant que les travailleurs et les travailleuses ne se seront pas débarrassés des influences soporifiques du nationalisme, de la propagande médiatique, d'un pacifisme intégral non violent et n'auront pas entrepris de s'opposer activement à la guerre impérialiste dans chacune de ses manifestations, les sombres fantassins de « l'Empire » étatsunien ou de petits gangsters pervers d'une autre puissance impérialiste continueront de mutiler et assassiner partout où la classe capitaliste leur demandera de le faire. Les travailleurs prolétaires dont la conscience de classe a été progressivement détruite par chacune des défaites historiques qu'ils ont subies doivent reprendre le dessus et entreprendre les premiers pas vers leur émancipation. Les travailleurs et les travailleuses peuvent renverser le capitalisme et c'est ce que la classe de la grande bourgeoisie entrepreneuriale qui domine actuellement souhaite le plus nous faire oublier.

M. S.

LES DISPARUS DU FRANQUISME

En long et en large de tout le territoire ibérique des bandes d'assassins, des phalangistes, des carlistes, tous chrétiens, et supposés « gens de bien », semèrent la terreur et la mort pendant et après les années de guerre et de révolution (1936-1939) pour imposer par le sang et la barbarie leurs croyances médiévales. Le pouvoir de ces tarés a duré si longtemps que cette terreur est arrivée intacte jusqu'au XXIe siècle.

On estime à plus de 30000 les disparus en relation avec la guerre civile et la répression franquiste qui la suivit (1936-1975). En théorie, le régime franquiste mourut avec la mort du dictateur en 1975, mais après 27 années de « démocratie » le silence dure encore, ainsi que la peur et les menaces en guise de voile épais qui couvre cette partie de l'histoire récente.

L'Association pour la récupération de la mémoire historique a fini par arriver devant le Groupe de travail sur les disparitions forcées de l'Onu à New York, et a réclamé qu'on oblige le gouvernement espagnol à ouvrir les fosses communes où se trouvent les disparus. Dans le texte que l'avocate de l'association, Montserrat Sans, lut à l'Onu, on rappelle qu'il y a 30000 disparus et l'on parle de quelques cas massifs de disparitions. Sans a insisté sur le fait que les autorités espagnoles ne font rien pour faciliter l'ouverture des fosses. Toutes sont du camp républicain, les « fascistes » furent recherchées et honorées à la fin de la guerre. Dans de nombreux cas, ceux qui connaissaient les emplacements de ces fosses communes sont décédés et leur « secret » est parti avec eux. Mais l'on suppose la présence de 4000 corps à Mérida, 1600 à Oviedo, 2000 à Gijon, 2500 à Séville, 3000 à Badajoz, 1005 à Teruel, 1000 à Puente Castro (León), etc.

Les demandes d'ouvrir les fosses communes, pour le gouvernement, ont perdu leur caractère d'urgence et la majorité de ceux qui font ces demandes et qui peuvent coopérer à la localisation sont très âgés. Ils sont les seuls à pouvoir donner toutes les informations précises qui amèneraient à trouver ce qui reste des cadavres et réhabiliter les victimes. Quatre demandes concrètes ont été formulées à l'Onu afin que cet organisme en fasse des recommandations au gouvernement espagnol : que ce soient les institutions qui ouvrent les fosses ; que l'on remette les restes aux familles ; que l'on crée une commission de la vérité comme dans d'autres pays où il y eut des dictatures et enfin que l'on retire d'Espagne tous les symboles franquistes qui offensent la dignité des victimes (noms de rues, de villages, plaques commémoratives, monuments « à ceux qui sont tombés pour Dieu et pour l'Espagne », etc.).

Ces derniers mois ont été ouvertes plusieurs fosses communes dans la localité d'El Bierzo (province de León) avec la collaboration de l'association citée et des autorités locales des mairies concernées. À ces occasions, on a utilisé avec succès, et pour la première fois dans des cas de cette nature, la technique de l'ADN qui se transmet par filiation maternelle pour reconnaître les dépouilles trouvées, sous la responsabilité du Pr José Antonio Lorente du Département de médecine légale (Université de Grenade), qui a compté nécessairement avec la collaboration des familles.

Au contraire de ce que la propagande officielle affirme, on a peu écrit sur cette étape historique pour la classe ouvrière ; on a peu produit de films (aujourd'hui *Le Voyage de Carole* de I. Uribe) et on a très peu informé, ce qui perpétue le silence des vainqueurs, le silence des tombes, sur ce qui est arrivé aux générations immédiatement antérieures aux nôtres. Ces générations qui mirent en marche une société nouvelle d'égaux qui malgré tout triomphera sur ce système capitaliste fondé sur l'inégalité sociale et l'injustice. Les initiatives comme celles menées par cette Association pour la récupération de la mémoire historique méritent notre plus sincère applaudissement et notre admiration.

Traduction Relations internationales de la FA

Source : Contramarcha de Solidaridad Obrera *n° 14*

Portugal
Un lieu de vie libertaire

La Bibliothèque des ouvriers fonctionne comme un centre social. Dans cet espace sont organisés des débats, des réunions conviviales avec repas végétariens et des journées thématiques. Des cours sont aussi prodigués : self-défense, capoeira, théâtre, danse orientale et guitare. Des réunions de groupes ou individus en faveur de la liberté et de la solidarité, de la diffusion des idéaux anarchistes s'y tiennent. Ils possèdent une bibliothèque comprenant plus de 7000 volumes, à la disposition des lecteurs. De plus, ils organisent des activités extérieures tous les ans, comme le cycle de cinéma libertaire de Lisbonne, le 1er mai libertaire, le pique-nique libertaire et le camping libertaire. La Bibliothèque survit grâce aux ressources de ses membres, dont la plupart sont étudiants, précaires ou chômeurs. C'est pour cela que les choses sont compliquées. Par exemple : le téléphone est coupé depuis plusieurs mois, les militants n'ont les moyens de le payer. Ils n'ont pas d'imprimante. Les travaux indispensables d'entretien de la bibliothèque ne peuvent être menés à bien. Aussi, tout appui serait le bienvenu.
Biblioteca dos operários e empregados da sociedade geral
Rua das Janelas Verdes, 13-1°, Esq°. – 1200 Lisboa – Portugal

Transmis par les Relations internationales FA

Après l'Argentine, le Venezuela ?

La catastrophe qui continue de ravager l'Argentine pourrait toucher le Venezuela, si l'on en croit les libertaires de la Commission de relations anarchistes (CRA) et du journal *El Libertario*. Depuis sept ans, ces camarades se sont réunis, ressentant la nécessité d'un mouvement anarchiste organisé exerçant une influence sociale au Venezuela. Le bimensuel *le Libertaire* a ainsi sorti 31 numéros avec des tirages de 2000 exemplaires parfois. Brochures livres et tracts ont été édités. Des évènements de dimension parfois internationale ont été organisés, sans oublier la participation à diverses initiatives sociales ou culturelles et la gestion d'un site internet qui a permis de diffuser des informations et des analyses sur la situation explosive de ce pays, gros producteur de pétrole.

Aujourd'hui, la continuité de tout ce labeur est menacée. Car à l'hostilité et à la marginalisation provoquées par les bandes au pouvoir, il faut compter avec un autre facteur : la crise économique. Divers analystes ont relevé que le Venezuela allait emprunter le même chemin de l'hyper inflation que l'Argentine.

Le manège économique inefficace et le déficit fiscal du gouvernement d'Hugo Chavez se sont aggravés après deux mois de paralysie organisée par l'opposition emmenée par la Coordination démocratique (CTV – centrale syndicale –, Fédecamaras – centrale patronale – et des partis politiques). Après le régime du contrôle des changes assumé par le gouvernement, la première escalade générale d'inflation a atteint 50 % en peu de jours, et ne sera pas la dernière.

Cette crise ne remet pas en cause seulement les projets (ouverture d'un centre social, d'une bibliothèque, continuer l'édition de livres, etc.) mais aussi le travail quotidien des militants libertaires : ils devront réduire le nombre de pages du *Libertario*, diminuer la production de tracts et brochures.

C'est pourquoi nos camarades du Venezuela font appel à la solidarité du mouvement anarchiste international. Des messages de solidarité, des envois d'argents, pour petits qu'ils soient, seront stimulants, et peut-être décisifs.

www.nodo50.org/ellibertario
Adresse postale : E. Tesoro.
Apdo. postal 6303, Carmelitas, Caracas, Venezuela

Transmis par les relations internationales de la FA

...brèves ...brèves

La direction générale des Douanes, dans une note du 9 décembre dernier, recommandait aux douaniers de Roissy d'y aller doucement sur les contrôles sur les marchandises expédiées par l'entreprise américaine de transports de colis Federal Express (*Le Canard enchaîné* du 29 janvier). Au moment de l'offensive sarkozienne contre les sans-papiers, qui a fait deux morts à Roissy, il était essentiel de rappeler que les frontières n'existent que pour les hommes et pas pour les marchandises.

Le procès devant les prud'hommes des délégué(e)s de la CNT-La Redoute aura lieu le 20 mars. Ils et elles contestent les retenues sur leur salaire (150 euros mensuels sur leur smic) effectuées par la direction de cette entreprise qui ne reconnaît pas la section CNT.

La bourse ou la vie ! L'action Fiat a connu un bond de 10 % le jour de la mort de son président fondateur Giovanni Agnelli. Une nouvelle méthode de redressement des entreprises en difficulté ? Chiche !

Faites ce que je dis... Alain Juppé a tourné casaque. Après avoir voulu allonger la durée de cotisation des retraites des fonctionnaires en 1995, il se montre maintenant partisan de l'abaissement de l'âge de la retraite et des 37,5 années de cotisation. Mais seulement pour sa gueule. Il vient de demander et d'obtenir sa retraite de la fonction publique à l'âge respectable de... 57 ans et demi.

Une retraite bien méritée. Robert Hue vient d'y être mis d'office par les électeurs de sa circonscription lors d'une législative partielle. Il pourra maintenant se consacrer pleinement à son jardin... ce qui fera nettement moins de dégâts que la gauche plurielle.

Témoin gênant. Habib avait été témoin du passage à tabac en pleine rue par la police d'un jeune du quartier Moulins à Lille. Ce dernier était accusé par la police d'un vol de vélo qu'il n'avait pas commis, et il a été relaxé depuis. Mais Habib est, lui, accusé d'outrage. Son procès, initialement prévu le 22 janvier, a été repoussé au 19 mars.

Extrait de La Sociale,
feuille mensuelle de la FA à Lille

Pour le droit d'usage au logement

Manifestation le 1er mars

Le collectif de soutien aux mal-logés de Drancy appelle à participer à la manifestation contre la politique antisociale du logement de la municipalité et pour le droit d'usage d'un logement décent. Départ des Quatre-Routes de Drancy à 14 heures.

Dans la société capitaliste, la question de l'accès à un logement décent est un problème récurrent parce que la logique de profit de ce système économique réduit le logement à une valeur marchande. Le logement social, propriété privée des collectivités territoriales (l'État), rentre aussi dans ces critères économiques capitalistes.

Le profit avant tout !

L'habitat social est refusé aux plus démunis, sous prétexte de non-solvabilité ou de précarité, alors que ce sont eux qui en ont le plus besoin.

L'attribution de ces logements répond le plus souvent au clientélisme politique des municipalités, des préfectures, des départements...

La population rejetée, celle que l'on ne veut pas (a)voir, se retrouve soit dans les cités HLM les plus délabrées soit aux mains de propriétaires privés, marchands de sommeil, qui leur imposent des conditions de logement indignes des droits humains avec la complicité de l'État.

La chasse aux pauvres est ouverte !

La loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain) est appliquée surtout pour détruire l'habitat insalubre où vivent aujourd'hui les exclus et reconstruire des logements privés ou sociaux avec comme objectif la réorganisation urbaine et sociale essentiellement au profit des classes moyennes, excluant encore et toujours plus loin les pauvres. La pauvreté et le racisme qui s'accentuent aujourd'hui de plus en plus, vont de paire avec l'autoritarisme étatique, à la botte d'un capitalisme sans foi ni loi.

Que proposent les anarchistes ?

Aujourd'hui :

– L'attribution des logements sans discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques, l'origine sociale et culturelle, la situation familiale, la naissance ou toute incapacité.

– La réquisition des logements vides.

– Le refus de toutes expulsions.

– L'établissement du droit d'usufruit de toutes habitations.

Demain :

– La gestion directe des immeubles et de leurs appartements, des maisons, par les résidents.

– Le fédéralisme comme agent de coordination et des assemblées générales souveraines.

– Le mandatement impératif et la révocabilité à tout moment des exécuteurs des tâches décidées en assemblée générale.

– La socialisation des services avec des décisions prises en collège comprenant des usagers, des citoyens de la commune et des personnes travaillant à faire fonctionner ce service.

– L'abolition de la propriété privée dont le seul but est le profit et l'exploitation.

Et donc la suppression du capitalisme et de son garant, l'État. Il est urgent de prendre nos affaires en mains. Gérons nos vies et la ville nous-mêmes

Groupe Commune-libre de Drancy
de la Fédération anarchiste

Cocasserie républicaine

Samedi dernier, lors de la cérémonie des Césars, Michael Moore s'est vu attribuer le prix du meilleur film étranger pour son *Bowling for Columbine*. En remerciant le jury et le public, il a tenu à préciser que « la majorité des Américains n'avait pas élu W. Bush ». Aussitôt, l'auditoire l'a massivement applaudi. Sans doute pour mieux oublier que la plupart avait tout récemment voté pour le grand humaniste Chirac. Ironique, non ?

Tsinahpah

dépistage obligatoire pour les violeurs

il faut toujours se méfier des lois !

« Les défenseurs de cette mesure entretiennent une confusion systématique entre l'auteur d'un viol et une personne suspectée. [...] Cela revient à faire de la séropositivité "un motif aggravant du viol" »

LE SENS D'UNE LOI, même si elle est censée protéger une catégorie sensible d'individus, peut toujours en cacher l'envers. Le 16 janvier 2002, l'Assemblée nationale a voté (à l'unanimité de la majorité de droite, avec le renfort de quelques députés socialistes) lors de l'examen du projet sur la sécurité intérieure, une disposition rendant obligatoire le dépistage des délinquants sexuels. À première vue, on ne peut que se réjouir d'une telle décision. En effet, le viol est un des actes les plus abjects qu'il soit permis d'imaginer. Mais si l'on examine de plus près le problème, se pose tout de même la question de savoir ce que cela apporte à la victime d'un viol et surtout, quelles dérives une telle loi peut engendrer. Enfin ce sont les interrogations qu'auraient pu se poser, légitimement, ces décideurs.

Mais ceux-ci ont, visiblement, décidé de se fier à l'argumentation officielle de l'Académie de médecine, qui prétend avec ce texte vouloir : « éviter aux victimes de viol de s'exposer à un risque, relevant de relations sexuelles non protégées et de prendre un traitement antirétroviral, afin d'éviter une contamination au VIH ». Un traitement qui doit commencer rapidement, au plus tard sous 48 heures, au mieux avant 4 heures et dont la thérapie dure 30 jours. Or, il est évident qu'au sortir d'un viol on suppose que la victime n'est pas forcément en possession de tous ses moyens, pour réagir aussi efficacement. De plus, on est obligé d'imaginer le cas où le violeur aurait pris la précaution de mettre un préservatif. Le viol serait-il alors, moins grave ? Et imaginons que cela ne soit pas le cas. Cette loi permettrait donc, qu'une personne suspectée de viol, subisse un test obligatoire de dépistage ? Et en cas de test négatif, la victime pourrait-elle alors, arrêter de prendre le traitement ? Les députés et sénateurs nagent, visiblement, en plein angélisme ! Mais plus grave, ils méconnaissent le virus VIH, la fenêtre de séroconversion, ou les délais de prise du traitement. C'est pourquoi plusieurs associations ont décidé de prendre la parole.

Act Up considère que « cette mesure ne peut en rien aider les victimes et ne permet en aucune façon de décider l'arrêt d'une thérapie préventive ».

De plus, pour l'association « cet amendement transgresse le principe éthique essentiel à la lutte contre le sida : l'accès volontaire au dépistage ».

Le Conseil national du sida (CNS) quant à lui, s'il considère « qu'il est légitime de défendre les intérêts d'une victime d'un viol », juge qu'il est « illusoire de croire pour autant que cette mesure permettra de dispenser celle-ci de suivre un traitement prophylactique, dans le doute du statut sérologique de son agresseur. De plus, en raison de l'existence d'une fenêtre de séroconversion de 15 jours, un résultats négatif du test ne garantit pas l'absence d'infection chez la personne suspectée de viol ».

Lors d'un avis rendu en novembre 2002, le CNS soulignait déjà « l'inutilité d'un dépistage, en raison du temps nécessaire pour que le virus devienne visible, par les examens biologiques (un mois, environ) ». Qui fait qu'un test négatif pratiqué sur un agresseur peut signifier que le suspect est totalement exempt du virus, ou que celui-ci n'est pas encore détectable. De plus, selon le CNS : « Quel médecin prendrait alors la décision d'arrêter le traitement de la victime, quand il existe un risque, même minime, de contamination ». Pour le CNS, la priorité est donc, plutôt, de « proposer une procédure permettant un accès rapide de la personne violée à un service d'urgence hospitalier ».

Selon plusieurs associations (Act Up, le CNS et Sida info service) : « cet amendement remet en cause, non seulement le consentement libre et éclairé du dépistage, mais de plus, il incite à une criminalisation de la séropositivité.

Il est affligeant de voir des médecins défendre un tel dispositif, au mépris des connaissances sur le VIH, ainsi que des députés qui adoptent une mesure qui, depuis 10 ans n'avait été défendue que par le Front national ». Ces associations ont donc rappelé, grâce à un « zap » d'Act Up, à l'Académie de médecine, à l'UMP et autres quelques députés socialistes qu'ils « se moquent bien de la prise en charge des victimes de viol » et visent par là tout simplement, « à la criminalisation de la séropositivité ».

En effet, les défenseurs de cette mesure entretiennent une confusion systématique entre l'auteur d'un viol et une personne suspectée (mais à la base, selon le code pénal, il devient important de le rappeler aujourd'hui : présumée innocente). Cette disposition revient donc, à faire de la séropositivité « un motif aggravant du viol » et de plus, leurs défenseurs insultent les personnes violées, en leur faisant croire à une amélioration de leur prise en charge.

Encore un leurre et encore un amendement criminalisant, passé « sans capote », sous couvert de la disposition constitutionnelle 49-3. À bas toutes les lois et toute autorité !

Patrick Schindler
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

La précarité comme mode de gestion

Les patrons usent de tous les moyens pour nous asservir. Au nombre de ceux-ci, la précarité. Une contre-offensive devient nécessaire...

Sam

Depuis la fin des années 1970 et le début des années quatre-vingt, le passage d'un mode de production fordiste à un mode de production dit « flexible » s'est effectué à marche forcée. Croissance exponentielle du recours par les entreprises aux CDD plutôt qu'aux CDI, à l'intérim, aux contrats sous-payés de type CES-CEC, par le privé comme par le public. Délocalisation et liquidation des établissements industriels à forte culture syndicale collective. Pratique maffieuse de course aux subventions à l'implantation et aux baisses de charges financées par les salarié(e)s pour le plus grand profit des entreprises.

Licenciements massifs. Annualisation du temps de travail, flexibilité imposée aux salarié(e)s induisant des amplitudes horaires importantes, concentrées, et complètement incompatibles avec la vie personnelle ou familiale. Tous les moyens sont bons pour :

– Augmenter la part des richesses qui est volée par le patronat et l'actionnariat : le taux « profit ». Après avoir joué sur la consommation dans une course mercantiliste, on joue sur les coûts de production. Dans les deux cas, les salariés sont les dindons de la farce : productivisme et ses effets destructeurs, aliénant pour les travailleurs, ou licenciement, restructurations, baisse ou gel des salaires, détérioration des conditions de travail, chômage structurel, précarité, surcharge de travail lié à la recherche de la productivité.

– Casser les réseaux de résistance sociale dans le monde du travail. Liquider les syndicats en réduisant les bastions syndicaux, en atomisant les lieux de production pour diluer le rapport de force afin de mieux le maîtriser, jouer sur les conditions de travail en démolissant les acquis sociaux grâce à la peur du chômage. Et si cela ne suffit pas, il reste le spectre de la société policière pour faire taire ceux qui osent encore l'ouvrir dans l'indifférence de la population résignée, ayant perdu toute confiance dans la validité de l'action collective.

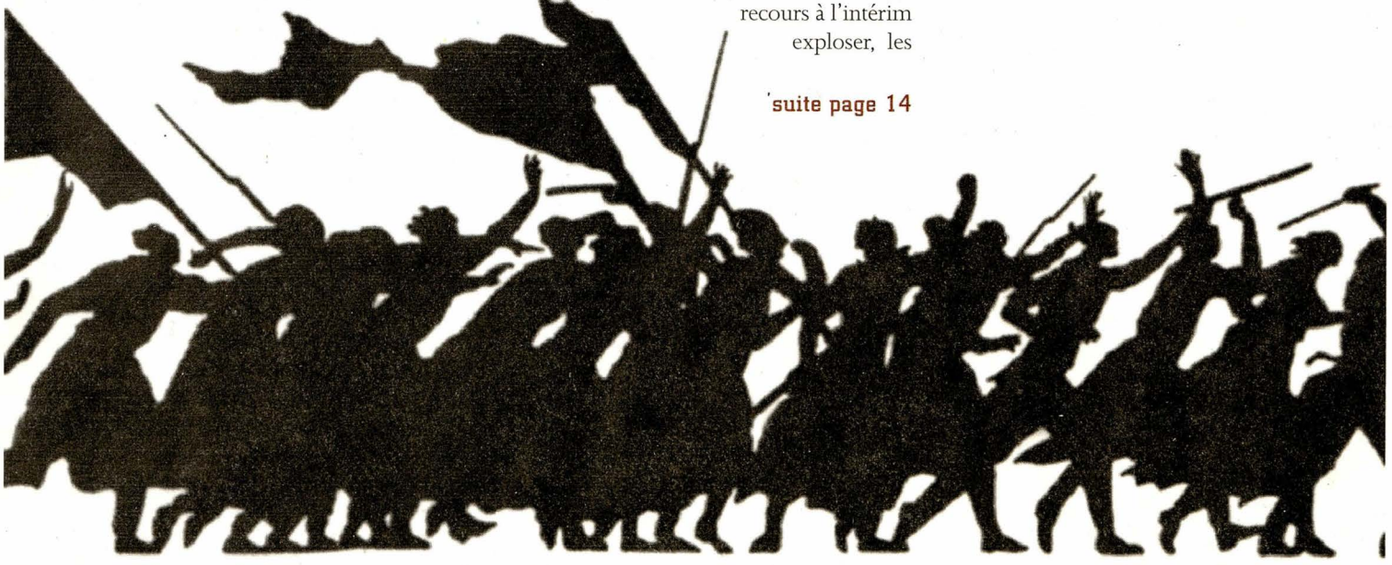
– Faire supporter aux salariés le poids de la protection sociale. La part du salaire socialisée est alors présentée comme part patronale alors qu'il s'agit d'une part du salaire mutualisée pour assumer des dispositifs de sécurité sociale (assurance maladie, retraite) collectifs, donc d'une participation des salariés. Le patronat fait systématiquement peser la charge sur les salariés de l'ensemble des dispositifs de solidarité collective – ce qui ne nous étonne guère, nous les anarchistes –, son but étant irrémédiablement de maximiser les profits, quel que soit le prix, ce qui est totalement incompatible avec les intérêts des salariés qui, non contents de se faire boire leur sueur par ces vautours, gagnent jour après jour un peu plus de fardeau.

Cet antagonisme irrémédiable, c'est la lutte des classes, ce rapport de force qui oppose en permanence exploiteurs et exploités. Les patrons et actionnaires n'ont jamais cédé que sous la contrainte d'un rapport de force syndical et social. Il convient simplement de rappeler aux partisans de la cogestion, du « dialogue social » que la collaboration de classes n'a jamais mené à rien et que l'ensemble des acquis – dont cette part socialisée du salaires – a été obtenu par la lutte et le rapport de force.

À trop hanter les bureaux et les salons des patrons, les bureaucraties des confédérations syndicales réformistes liquident les acquis des salariés et creusent une jolie tombe à l'action collective qui risque bien de les engloutir eux de même, une fois qu'ils ne seront plus d'utilité.

L'outil principal de cette évolution économique et sociale est, nous l'avons vu, la précarité. Le vieux refrain du « si tu n'es pas content il y a 10 personnes qui attendent pour ton boulot » est bien connu. Le chômage de masse a une fonction politique et économique éminemment importante dans le cadre du capitalisme. La précarité, elle, permet de donner encore plus de poids à ce dispositif, en destructurant les dernières garanties déjà fort limitée en terme de droit contractuel et collectif quant à l'emploi. Elle permet de jouer sur les salaires, reprenant les vieilles recettes capitalistes du début du siècle. Le privé voit déjà le recours à l'intérim exploser, les

suite page 14



suite de la page 13

agences esclavagistes que sont les ETT se chargeant de faire bien vite comprendre au salarié qu'il faut baisser les yeux et fermer sa gueule, accepter n'importe quel boulot dangereux dans n'importe quelles conditions de sécurité, sous peine de se voir rayer des listes de main-d'œuvre et de croupir au chômage…

L'acceptation de cet état de fait par les organisations syndicales est un recul considérable, les conditions de travail et l'absence flagrante de respect du droit du travail, déjà fréquent dans les autres cadres, étant encore plus monnaie courante dans les ETT. Ce mode de gestion devient tellement courant que les contrats plus « stables » de type CDI apparaissent comme des exceptions, des « privilèges ». Autant pour les statuts de droit public. L'État patron est devenu le premier employeur de précaires du pays, avec par exemple pour l'Éducation nationale environ 20 à 25 % de précaires dans les établissement du secondaire, voire jusqu'à 50 % localement. Voilà un terreau de choix pour les discours poujadistes et régressifs qui désignent les « fonctionnaires » ou les salariés de CDI comme des privilégiés… Nul besoin de dire que ce discours est inacceptable et que nous ne pouvons que viser une harmonisation autour du statut et du type de contrat le plus avantageux pour les salariés, et surtout, ce qui réglera définitivement le problème, l'abolition du travail salarié et l'égalité économique et sociale par la gestion directe des moyens de production et d'échange dans le cadre d'une économie socialisée…

Niveler par le haut et non par le bas. Tout cela est encore une question de répartition des richesses. Nous devons dans nos syndicats et sur nos lieux de travail dire et répéter que le problème essentiel provient du vol des richesses que nous produisons par le patronat et le salariat. Qu'il est possible de financer des emplois, une protection sociale, en arrachant aux patrons une part de ce qu'ils nous ont volé. Et qu'il est plus que jamais nécessaire de construire ici et maintenant le rapport de force, par les luttes, qui nous permettra de nous réapproprier les richesses que nous créons et les moyens de production et d'échange, car nous ne saurions nous contenter du partage de la misère et des miettes, et nous n'acceptons pas ce vol que nous subissons sous la contrainte…

Les luttes de précaires, menées depuis quelques semaines par les pions et les emplois jeunes, par les intermittents, par les salariées d'Arcade, l'année dernière par les McDo et les Quick, la syndicalisation qui se développe à la force du poignet dans le secteur, voire le développement du syndicat révolutionnaire et anarchosyndicaliste qu'est la CNT dans six McDonald's parisiens et sa reconnaissance par les salariés ouvrent des perspectives dans la création de ce rapport de force, dans les lieux de travail, sur la voix d'un retour à l'offensive des salariés dans la lutte des classes, sans lequel il ne saurait exister de perspective révolutionnaire de rupture avec le capitalisme.

Nous devons nous attacher à retisser les réseaux de résistance sociale sur une base de lutte, sans compromis cogestionnaire avec les structures de domination. Redonner du sens au terme solidarité, et à l'idée essentielle d'autonomie individuelle, force collective. Faire circuler les informations et les analyses pour faire reculer la pensée totalitaire que constitue la perspective capitaliste et autoritaire et cesser de se battre sur le terrain de l'adversaire en acceptant les postulats qui ne sont pas les nôtres. Le développement de réseaux anarcho-syndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires trans-syndicaux est à ce titre extrêmement intéressant. Pour en finir une fois pour toute avec l'exploitation et la domination, reprenons l'offensive dans le monde du travail comme dans l'ensemble des rapports sociaux, contre le capitalisme, l'État, le patriarcat… C'est à ce prix que nous pouvons nous donner les moyens de vivre libres et égaux, politiquement, économiquement et socialement, dans une société sans classes et sans État. **S.**

Sam est militant du groupe Durruti de la Fédération anarchiste à Lyon.

rencontrer les anarchistes à Lyon

La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc. Du mercredi au vendredi de 17 heures à 19 heures, le samedi de 15 heures à 19 heures. Bibliohèque de prêt, soirées « café libertaire » chaque vendredi à partir de 21 heures.

L'École émancipée n'est pas une cour de récré !

Ce texte a été écrit avant le résultat du procès de l'École émancipée, que l'on connaît (encadré). Nous le publions parce que nous estimons important de montrer dans le détail comment cette scission – que nous avons toutes raisons de croire assez peu accidentelle – est survenue. Les lecteurs voudront bien excuser certaines difficultés de compréhension, en particulier pour ceux et celles qui ne sont pas familiers du fonctionnement de l'ÉÉ.

COMME tous ceux qui luttent sincèrement, quotidiennement, pour que l'humanité s'émancipe du joug de l'exploitation et de l'aliénation capitalistes, nous savons l'importance de l'unité des salariés dans et pour cette lutte.

Nous savons aussi que cette unité ne devient porteuse d'avenir que lorsqu'elle se réalise sur des positions de rupture avec le système de domination et d'oppression. Et pour arriver à ce résultat, l'unité des courants anticapitalistes est un atout essentiel.

Aussi, quand un groupe, voire une fraction politique, venu de notre camp rompt avec l'orientation et les pratiques du syndicalisme révolutionnaire pour rejoindre le camp des bureaucrates réformistes qui accompagnent la politique des gouvernements bourgeois, c'est profondément désolant.

L'adhésion aux pratiques bureaucratiques se manifeste rapidement et brutalement. C'est ce que nous a appris l'histoire, ce qui a fondé notre tradition antibureaucratique. Ce n'est pas parce que les responsables des coups bas sont d'ex-camarades que nous devrions (nous) laisser faire !

L'avenir de notre revue et de la tendance ÉÉ est aujourd'hui lié au jugement qui sera rendu après l'audience du 18 décembre du tribunal de grande instance de Saint-Malo. On verra que ce sont bien nos ex-camarades qui ont jalonné le terrain pour qu'on ne puisse plus se rencontrer que sur ce plan.

Les ex-camarades de l'ÉÉ qui nous ont contraints à porter l'affaire devant le tribunal si nous ne voulions pas être simplement rayés de la carte, interdits de publication et d'association, ont le culot de prétendre que c'est nous qui les traînons devant les tribunaux. N. Bénies, secrétaire adjoint (ÉÉ-FSU) du SNES de Basse-Normandie (Caen), et par ailleurs directeur de publication d'une contrefaçon de L'ÉÉ, baptisée « nouvelle formule », a versé trois larmes de crocodile pour se plaindre, devant la dernière CA nationale du SNES, que nous l'assignions devant le tribunal le 16 octobre, à la veille de la grande grève du 17 octobre 2002 – grève historique, comme tout le monde s'en est aperçu !

Pour les amis et lecteurs qui ne comprendraient pas comment et pourquoi on en est arrivé là, quelques rappels s'imposent. On verra alors clairement depuis quand nous sommes placés sur le terrain judiciaire, et à l'initiative de qui.

D'abord un coup de main avorté

Sans renvoyer les amis et lecteurs qui n'ont pas lu les n° 8 (mars 2002) et 11 (mai 2002) de la revue *École émancipée* à la lecture souhaitable des articles qui retracent le déroulement de l'affaire[1], nous rappellerons que le processus a été engagé à l'Assemblée générale annuelle, statutaire, de l'Association des amis de l'ÉÉ[2] du 15 juillet 2001, qui s'est tenue à La Mailleraye-sur-Seine.

Lors de cette A.G., deux conceptions de la revue *L'École émancipée* – et, par-delà, évidemment de la tendance syndicale – se sont opposées. Les dirigeants du réseau ÉÉ-FSU voulaient en finir avec une revue de tribune libre, qui n'épargnait guère – et n'épargne toujours pas – la direction réformiste de la FSU, une revue témoignant des divergences profondes existant dans la tendance syndicale : ils proposaient d'instituer « une ligne éditoriale », pour notre revue, ligne fixée par un « comité de rédaction ». Tout le contenu des revues devait être placé sous le contrôle des élus nationaux ÉÉ-FSU[3].

Une proposition de Castaing synthétisait ce projet. Elle proposait de faire passer le directeur-gérant – que j'étais et que je suis encore – et la commission revue de l'ÉÉ, revue de tribune libre sous le contrôle d'un cogérant, en l'occurrence N. Bénies. Cette proposition a recueilli 37 voix sur les 121 présents à l'AG, les deux tiers des votes exprimés repoussant cette proposition liberticide[4].

Des militants soucieux du respect de la démocratie de l'ÉÉ et de l'association auraient essayé d'être majoritaires lors de l'AG suivante. S'étonnera-t-on que ce n'ait pas été le cas ?

Alors qu'ils avaient voulu ameuter les troupes en appelant au covoiturage depuis Paris pour participer à l'AG statutaire[5] – ils avaient pour la plupart décidé de boycotter la semaine de l'ÉÉ –, les partisans d'une normalisation de la revue se sont donc retrouvés nettement minoritaires à cette AG, comme lors des AG précédentes des Amis de l'ÉÉ. Ils savaient pertinemment qu'il y avait de grandes chances qu'ils le soient encore lors de l'AG de 2002…

Ils ont alors décidé de « passer en force », coûte que coûte… quelles qu'en soient les conséquences pour l'ÉÉ. Il leur fallait pour cela une Équipe responsable à leur botte.

Les scissionnistes au mépris des statuts.

Lors du collège[6] des 24 et 25 novembre 2001, conformément aux statuts de l'association et au règlement intérieur de la tendance, les représentants des groupes départementaux devaient se prononcer sur la proposition d'Équipe responsable constituée de militants de la région Paca, ER présentée lors de l'assemblée générale de juillet.

Comme cette ER n'était pas conforme aux vœux des dirigeants du réseau ÉÉ-FSU, ceux-ci ont cherché des subterfuges avant de passer au coup de force. Ils ont d'abord sorti de leur chapeau un candidat responsable national, S. Marin, celui-là même qui,

Coup de force réussi ?

Le jugement rendu par le TGI de Saint-Malo donne raison au groupe de l'ÉÉ-FSU animé par la direction du secteur enseignant de la LCR. Il suffirait donc de bourrer une salle et de refuser la vérification des mandats pour s'emparer légalement d'une association et d'une revue centenaire, véritable tribune de libre expression ! Parce qu'une telle jurisprudence peut valoir à toute association de se retrouver privée de sa légitimité par des méthodes analogues, parce qu'ils ne peuvent accepter que l'École émancipée soit ainsi dénaturée, les militants de l'ÉÉ font appel de ce jugement qui légalise l'opération « main basse sur l'École émancipée ». Les camarades de l'École émancipée en appellent au soutien militant, qui passe aussi par la dénonciation dans tous les espaces syndicaux et associatifs de pratiques qui ne font pas honneur à leurs auteurs.

Jean-François Pelé

Contacts : jfpele@aol.com, gerard.M.Faure@wanadoo.fr
G. Faure, responsable national de la tendance École émancipée,
12, avenue Saint-Just, 13004 Marseille ; Tél. : 04 91 85 56 45

après avoir été pressenti pour constituer une ER Jura-Doubs au printemps 2001 avait fait savoir par courrier qu'il y renonçait à l'AG de juillet 2001.

Ils ont accompagné cette annonce d'un projet d'équipe totalement impraticable, ubuesque : composée d'abord d'élus parisiens dans les instances nationales – élus depuis la création de la FSU, et déjà membres de l'Équipe responsable de 1996 à 1999 ! – et de militants qu'on serait allé chercher dans la région Paca. Cette ER se serait réunie… à Paris, avec ceux qui pouvaient être présents. Quand on sait qu'une ER se réunit plus d'une fois par semaine, on comprend que cette proposition revenait à concentrer un peu plus le pouvoir de décision dans les mains de quelques élus parisiens, inamovibles et autoreconduits dans leurs fonctions[7]. À l'ÉÉ, on prône, on organise, on pratique la rotation des mandats. Pas à l'ÉÉ-FSU, manifestement.

Ces objections qui constituaient pour chacun un obstacle rédhibitoire n'ont pas arrêté les promoteurs de cette annonce fumeuse… destinée à cacher un projet bureaucratique bien réel de dénaturation de l'École émancipée.

Mais ce projet ne recueillait pas l'assentiment de la majorité des GD[8] réels – au regard du règlement intérieur de l'ÉÉ – présents à ce Collège.

Alors, les partisans de la normalisation – l'ancien responsable national J.-F. Quantin en tête – ont refusé de procéder à la vérification de la recevabilité des votes des GD. Ils ont alors prétexté une « coutume » de l'ÉÉ !

Ils ont sans doute voulu alors appliquer l'adage de triste mémoire : « plus le mensonge est gros, plus il y a de chances qu'on y croie… »

On vote en effet très rarement dans les collèges de l'ÉÉ, dont le principe de fonctionnement est la recherche du consensus. Les votes ne sont guère intervenus que dans les périodes de crise.

On n'avait pas voté en collège pour désigner une équipe responsable depuis… 1966, quand le GD de la Seine, porté par toute la fraction lambertiste dans l'ÉÉ, avait évincé la Manche (avec Didier Anger) comme ER. Bossut, un des piliers de l'OCI chez les instits, était alors devenu responsable national.

Mais pour des votes de cette importance, comme pour les votes en Assemblée générale statutaire, on vérifie la recevabilité des mandats !

Huit représentants de GD (statutairement recevables) présents le 25 novembre 2001 ont accepté de suivre le coup de force… Les autres ont poursuivi le collège selon les règles de l'ÉÉ et dix groupes ont désigné, conformément aux statuts et au règlement intérieur, une équipe responsable autour de Gérard Faure, composée de militants de la région Paca[9].

Coup tordu prémédité

De leur côté, les scissionnistes, artisans du coup de force, ont désigné S. Marin et un groupe d'élus parisiens. L'ancienne Équipe responsable a confisqué les finances de la tendance – plus d'une centaine de milliers de francs – au profit de l'équipe Marin.

Dès le lendemain de leur coup de force, cette équipe a voulu parfaire son forfait en le faisant disparaître de la vue de tous : elle demandait par courrier recommandé avec accusé de réception à Colette Mallet de lui communiquer le fichier des abonnés à jour pour pouvoir procéder aux vérifications… qu'elle avait farouchement refusées au collège du 25 novembre ! Il aurait suffi de faire disparaître les preuves de la tricherie en tripatouillant le fichier des cotisants…

Ainsi, à partir de décembre 2001, Colette Mallet et moi-même avons reçu une bonne dizaine de courriers recommandés avec accusé de réception : pour notre part, nous n'en avons envoyé aucun, nous situant exclusivement sur le terrain du débat d'idées, le terrain syndical.

L'envoi systématique de tels courriers prouve que la judiciarisation de notre conflit était préparée, voulue par la fraction qui dirige l'ÉÉ-FSU depuis le début.

De même, la création dès décembre 2001 d'un « compte bloqué » pour détourner les abonnements à l'ÉÉ était déjà une manœuvre qui ne pouvait qu'entériner la scission.

Avec nos sous

Quel objectif pour le coup de force de l'équipe Marin le 25 novembre ? Celui de détourner une des dispositions des statuts de l'association qui prévoit que puisse se tenir une AG extraordinaire : les cas prévus concernent uniquement la modification des statuts, et la dissolution de l'association…

Après avoir grossièrement bafoué les statuts, les dirigeants du réseau ÉÉ-FSU ont voulu faire semblant de rester dans la légalité de la tendance.

Selon les statuts des Amis de l'ÉÉ, une AG doit être convoquée par un collège. Après le coup de force, le groupe Marin se retrouvait en janvier avec ses seuls partisans et il décidait de convoquer… pour le 22 mars 2002, un stage ÉÉ-FSU, et pour le 23, une AG de l'association, le tout sur le temps de travail, avec autorisation d'absence syndicale FSU – ce qui excluait les membres de l'École émancipée non membres de la FSU ; c'est la réalité même de l'ÉÉ, réalité intersyndicale, qui se trouvait ainsi remise en cause – et promesse de remboursement de tous les frais…

L'important pour eux était de réunir une assemblée générale dans des conditions telles qu'elles leur permettraient d'exclure les participants habituels aux AG et de faire apparaître, pour l'occasion, une flopée de nouveaux adhérents acquis à leur cause. Ainsi, près de la moitié des participants déclarés à cette pseudo-AG du 23 mars n'avaient jamais été adhérents de l'association des Amis de l'ÉÉ ; moins de 30 étaient réabonnés à la revue pour l'année en cours[10].

Le BI du groupe Marin de septembre 2002 nous apprend qu'à l'occasion de la pseudo-AG du 23 mars, ce groupe a dépensé plus de 6 250 euros pour des remboursements. Jusqu'à ce jour, pas une AG de l'ÉÉ n'avait coûté un centime à la tendance[11].

Je rappelle juste que cette AG était seulement destinée à désigner un nouveau directeur-gérant de l'ÉÉ, pour pouvoir modifier la nature de notre revue. Cela fut fait en la personne de N. Bénies. Le trésorier élu à cette occasion, Banliat (Rhône), n'était plus abonné à l'ÉÉ depuis 1999, et donc plus adhérent de l'association au moins depuis cette date.

Le véritable objectif, lié à ces désignations et, surtout, à la déclaration « en préfecture » qui suivit, était de rendre notre publication illégale.

En attendant, qui fait vivre l'École émancipée ?

Mais la pseudo AG du 23 mars était du mauvais Canada Dry : elle n'avait même pas l'allure d'une vraie, et les services de la préfecture du Calvados auprès de qui le procès-verbal fut déposé recala deux fois la copie ! C'est pourquoi les organisateurs de ce mauvais coup ont fait mine de réunir une AG lors du « collège » de leur groupe, le dimanche 26 mai, entre 11 heures et midi. En catimini. Pas vu, pas pris ? Ils étaient alors une quinzaine, et on serait bien en peine si l'on cherchait quelles conditions statutaires ont été respectées pour cette AG croupion : aucune ! C'est pourtant cette « AG » qui a permis le dépôt de la fausse déclaration de changement de domiciliation de l'association – chez N. Bénies, à Caen – la déclaration truquée d'un nouveau bureau de l'association, avec S. Marin dans le rôle de président.

Tout a dès lors été mis en œuvre pour que nous soit retiré le droit au tarif de presse[12] (le routage 206), notre numéro de CPPAP[13], tout ce qui nous permettait de paraître.

La préfecture refusait toute déclaration de notre part, nous renvoyant devant un tribunal pour faire entendre notre point de vue. Si nous ne le faisions pas, le coup de force était légalisé et devenait incontestable. Voilà pourquoi, enfin, au mois de juin 2002, nous avons contacté un avocat et lui

*Et voila le travail !

avons demandé d'organiser juridiquement notre défense.

L'audience sur le fond de l'affaire devait se tenir le mercredi 16 octobre : l'avocat parisien de nos adversaires a fait parvenir ses conclusions au nôtre le lundi pour le mercredi, alors qu'il avait les nôtres depuis juillet ! Cet avocat a alors téléphoné au nôtre pour lui demander s'il ne comptait pas demander le renvoi, pour pouvoir répondre. Audience renvoyée au 6 novembre. Même petit jeu avec la réplique à nos réponses : elle est arrivée à la veille de l'audience. Comme cette dernière mouture de l'argumentation prétend me dénier toute qualité pour contester leur coup de force (« l'exception d'irrecevabilité »), notre avocat a dû préparer une réfutation rédigée et conséquente à ce tour de passe-passe. Et l'audience a été renvoyée – mais c'est la dernière fois – au 18 décembre !

Pendant ce temps, l'incertitude demeure, nous sommes toujours contraints de mettre sous enveloppe notre revue (la mise sous film transparent nous coûterait plus cher encore). Le trouble semé est conforme au souhait de nos adversaires : l'existence de la revue *L'École émancipée* est le cadet de leurs soucis. Ils souhaitent seulement que nous ne puissions plus la publier !

En attendant, personne ne pourra nous empêcher de constater que le groupe « ÉÉ-FSU » a rompu avec la périodicité de la revue (12 numéros par an au moins !), qu'il en a terminé avec l'organisation de la semaine de l'ÉÉ, qu'il ne tiendra plus d'AG annuelle à l'occasion de cette semaine, ce qui se fait seulement depuis 1958. En matière « d'usages », de « traditions » de l'ÉÉ, la direction du réseau ÉÉ-FSU a la mémoire totalement défaillante. Elle essaie seulement d'en inventer[14], sur mesure, qui seraient censées cautionner ses mauvais coups.

Pour notre part, malgré le temps que nous fait perdre le procès que nous subissons comme une lourde contrainte, nous continuerons à faire connaître l'orientation et les pratiques de l'École émancipée. Et nous continuons à publier cette revue – unique en son genre – ce qui est aussi une des façons de faire vivre l'École émancipée.

J.-F. P. et l'équipe de la revue

notes

1. Nous noterons que nos ex-camarades et aujourd'hui adversaires ne se sont pas risqués à faire l'historique de notre conflit. Ils se sont contentés des invectives, des mensonges éhontés, des attaques ad hominem. On a les moyens qu'on peut.
2. L'objet de cette association, distincte de la tendance syndicale, est la publication de la revue *L'École émancipée*, revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910.
3. Le contenu de la « nouvelle formule » – couleur rose-lie-de-vin – donne une assez bonne image de ce qu'ils entendaient imposer à toute l'ÉÉ. Le « comité de rédaction » homogène, et ses écrits de commande, en est une autre illustration.
4. Le compte rendu de l'AG établi par l'ER.57-54 (Quantin) elle-même, ER sur les positions de Castaing, prouve que ce sont là des faits indiscutables.
5. Opération dite « taxis de la Seine »
6. Le collège de l'ÉÉ réunit les délégués des groupes départementaux, l'équipe responsable, l'équipe revue et les élus nationaux de l'ÉÉ dans les syndicats.
7. On trouve effectivement aujourd'hui, dans ce groupe scissionniste qui constitue l'« ER ÉÉ-FSU », les indéboulonnables Malifaud et Migneau, entre autres.
8. Pour qu'un GD ait droit de vote au collège, il faut qu'il compte au moins cinq adhérents. La qualité d'adhérent s'acquiert par la participation à un groupe départemental, l'acquittement d'une cotisation nationale (et départementale) et l'abonnement à la revue.
9. Plusieurs GD ne se sont pas prononcés (ainsi Paris, la Loire-Atlantique, le « 06-83 »), soit parce qu'ils étaient partagés comme le premier, soit parce qu'ils voulaient marquer ainsi leur refus de la situation de scission de l'ÉÉ.
10. Les amis de l'ÉÉ qui ne sont pas membres d'un syndicat de la FSU et qui – nombreux – travaillent le samedi étaient de toute façon exclus de cette AG, laquelle était donc réunie au mépris du dernier texte de consensus adopté lors de l'AG de 1997, dit « Texte de La Mailleraye ».
11. C'est même exactement le contraire : les AG sont l'occasion de rentrée de fonds pour la tendance et l'association !
12. La Poste, après avoir agi avec une totale imprudence et désinvolture en « routant » le n° 10 de la « nouvelle formule », prétend se tenir sur une ligne de « neutralité » : elle n'accorde le routage 206 ni à l'ÉÉ, ni à la « nouvelle formule » tant que le jugement n'est pas prononcé.
13. Sur ce point, nos adversaires ont manqué leur coup. C'est eux qui se sont vu attribuer un nouveau numéro de CPPAP : ils ne sont donc pas la continuation de L'ÉÉ, revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910, dont le n° de CPPAP est le 67760 !
14. cf. supra, ce qui concerne les votes.

Berlin en chantier
et les chantiers du monde

Heike Hurst

Heike Hurst anime la chronique cinéma de l'émission Le Manège, sur Radio libertaire tous les mercredis de 14 heures à 16 heures.

LE CINÉMA est une industrie : les marchés du film en témoignent et Berlin possède un des plus importants : Daniel Toscan du Plantier, un des capitaines de cette industrie s'est effondré ici, à Berlin, face au Palais du cinéma, sur la place Marlene Dietrich. C'était un professionnel du cinéma, mais c'était aussi un homme du 7e art : il savait qu'il fallait être partout dans la chaîne de production : découvrir des talents, des metteurs en scène, des chanteurs… Il était producteur, avec une préférence pour le film opéra. Il voyait le cinéma comme art planétaire qu'il fallait organiser comme une industrie, avec des paillettes, avec une exception culturelle, une préférence européenne et une sorte de « suprématie française ». Bien avant la discussion sur la globalisation, il soutenait le projet de la Gaumont, qui n'a que partiellement échoué face aux majors américaines. Aujourd'hui le marché décide du sort des films, des professionnels, qu'ils fassent yo-yo à la Bourse ou pas. Le film marchandise tient le haut du pavé, l'humain n'est pas coté en Bourse « Les hommes, c'est la seule chose dont on ne manque pas ici », dit cyniquement le patron d'une mine de charbon en Chine. *Mang Jing* de Li Yang.

Good bye Lenin

Les thèmes récurrents de cette 53e Berlinale traduisent cette réalité : les mots d'ordre des sixties : « sex, drugs and rock'n roll » ne riment plus avec désir, plaisir et épanouissement des individus : le nouvel ordre du monde est mafieux, violent, se monnaie et se fout de l'être humain. Les passeurs du film slovène *Rezervni deli* (Pièces de rechange) de Damjan Kozole se font payer à chaque étape : 1 000 euros le passage, 50 euro une pizza, qui n'a pas d'argent n'a qu'à vendre son corps. Le prix d'une passe, c'est le prix d'une pizza.

C'est une sorte de mappemonde, très proche de l'ancienne carte de l'empire ottoman que dessine Michael Winterbottom dans *In this world*. Une ligne rouge court sur la carte, suit deux Pakistanais, un adulte et un jeune adolescent qui veulent rejoindre Londres, traverse le Pakistan, l'Iran, la Turquie, la pluie, la neige, la faim et la soif. Mais aussi des matchs de foot et de drôles d'histoires. Enfermés quarante jours dans un camion, seul le jeune Jamal va arriver à Sangatte : son ami et ses compagnons sont morts. Autorisé à passer en Angleterre, il sera expulsé le jour de ses 18 ans. Les familles ont déboursé 15 000 dollars. Un film allemand *Lichter* (Lumières) de Hans Christian Schmid étudie le même problème à la frontière est de l'Allemagne, entre l'ex-RDA et la Pologne. Les destins se mêlent, les rencontres sont possibles, mais rien n'aboutit, sauf les trafics d'argent et de vies. C'est cela aussi l'argument du film slovène *Rezervni deli* : « comparé aux trafics d'organes que pratiquent les gens de l'autre frontière (entre l'ex-Yougoslavie et l'Italie) qui droguent les gens, les découpent et les revendent en pièces détachées, nous, on fait du tourisme ! ».

Mang Jing de Li Yang dresse un réquisitoire impitoyable de la Chine post-communiste : exploiter l'ignorance et profiter du manque de sécurité des puits peut passer pour une pratique offensive, tellement ça rapporte. Deux lascars recrutent des jeunes qui cherchent du

Mang Jing

travail. S'appuyant sur les liens affectifs, les structures familiales, le respect dû aux anciens, ils les font passer pour leur frère, neveu ou cousin., les font disparaître au fond de la mine en simulant des accidents. Ils exigent une somme pour enterrer la victime et pour ne pas ébruiter les accidents. Ce business marche très bien jusqu'au jour où la compassion et l'appât du gain détruisent leur belle assurance : le garçon qui devait mourir survit et récolte l'argent des deux autres.

La mort est un maître. . en Allemagne

Ces mots de Paul Celan s'appliquaient à la machine de mort nazi, à la mort organisée comme une industrie. Cette poésie tourmentée sert de leitmotiv au film de Vincent Dieutre, *Mon voyage d'hiver*. Un homme traverse l'Allemagne avec Itvan, le fils d'une amie, rend visite à ses amis-amants. Film de voyage, film d'hommage à l'Allemagne, sa culture et la musique de Schubert, Vincent Dieutre vise le sublime et atteint, après son périple, une sorte de sérénité.

Un seul film, en marge du festival, parle des camps d'extermination, des usines de la mort qu'évoque Celan : *La Petite Prairie aux bouleaux* (Birkenau und Rosenfeld) de Marceline Loridan-Ivens. Il a fallu 50 ans à la réalisatrice pour arriver à parler de ce qu'elle avait vécu : envoyée à l'âge de 15 ans sur dénonciation à Birkenau. Aujourd'hui, la survivante se souvient et envoie l'actrice Anouk Aimée sur les traces de son propre vécu. Film d'une gestation longue et douloureuse, il convainc par sa simplicité et la force de ses images. Le réalisateur allemand Peter Sehr est devenu producteur pour que le film puisse se faire. Marceline Loridan dit : « Dans cet enfer, les Allemands nous ont fait un cadeau incroyable. On était une trentaine de femmes, on s'aimait tellement fort, on est liées pour toujours. »

Ce mystère des liens, de la menace de la mort, de la maladie, était au cœur de nombreux films : *Son frère* de Patrice Chéreau en fait son thème central. Des images aux couleurs glacées nous introduisent dans l'univers des deux frères, de la maladie, une mystérieuse maladie du sang qui détruit les plaquettes. Menace de la mort subite due à une hémorragie. Le malade aime les femmes, son frère, en bonne santé, aime les hommes. On voit contre quel cliché (l'homo, le malade, le sidéen) Chéreau se bat. Mais l'essentiel n'est pas là. Il est dans le mystère des êtres, dans la résistance des corps : se laisser déposséder, se laisser prendre en charge, n'est pas donné àtout le monde. Le monde de l'hôpital est complexe. La vie est là, en sursis, mais la mort rôde aussi. *My life without me* (Ma vie sans moi) prend le contre-pied de cette esthétique de la mort, de l'exaltation douloureuse de l'amour entre frères, du constat désabusé du romantisme allemand : dans la mort, l'amour nous réunira pour toujours. Coproduit par Almodovar, *My life without me* de Isabel Coixet est offensif et positif : Anne, une jeune femme de 23 ans, apprend qu'elle va mourir d'un cancer dans quelques mois. Elle prépare sa mort avec rage, avec des larmes, mais aussi avec courage et amour pour ses proches et elle-même. Il n'y a pas de règle : mais la vie, c'est ici et maintenant.

C'est ici et maintenant qu'un fils va préserver sa mère d'un infarctus et de la mort certaine en lui cachant la chute du mur et la réunification de l'Allemagne. Pour qu'elle n'aie pas de choc, il retrouvera les pots de confiture, les sachets de café et les cornichons (venus de Hollande) qu'il mettra dans les anciens bocaux. Quand elle verra des voitures américaines et ouest-allemandes remplir l'avenue Staline et tourner autour de la place Marx-et-Engels, son fils lui expliquera candidement que ces Allemands venus de l'Ouest en ont marre du capitalisme, qu'ils sont stressés et déprimés, qu'ils viennent en masse en RDA pour changer de vie. Voilà un film original qui prend le problème allemand à l'envers : *Good bye Lenin* de Wolfgang Becker est une comédie intelligente et jubilatoire. Becker en finit avec le stéréotype de l'angoisse, liée au sentiment de la perte d'identité. Il injecte distance et ironie dans les clichés qui ont cours. Le fils invente pour sa mère des faux journaux de télévision qui parlent de ce grand événement : les Allemands de l'Ouest arrivent en masse à l'Est, le Coca-Cola aussi. C'est drôle et intelligent. Ce fils aura un futur, parce qu'il a retraversé le passé et l'amour de sa mère. Il est armé. Il saura se battre. Sans Kalachnikoff.

À côté de ce film *vigorifiant*, les autres films français, Chabrol et Bonitzer, faisaient pâle figure : *Petites coupures* de Pascal Bonitzer travaille la haine de soi avec un certain panache, mais les lamentations de l'ex-gaucho, crypto-communiste lassent vite. Dans *La fleur du mal* Chabrol se répète avec brio : pour qui ne le sait pas encore, les petits-bourgeois sont vraiment de grands affreux ! Hélas, ces créateurs de fictions réjouissantes, nées du réel, étaient fort rares : à Berlin il y avait plus de 300 films a voir et si peu d'œuvres originales à découvrir…

Au lieu de créer la fiction, la distance et l'imaginaire, d'atteindre le symbolique, la majorité des films étaient une illustration assez fidèle des nouvelles télévisuelles.

Aux jeunes futurs comédiens, scénaristes, réalisateurs, producteurs que réunissait un « campus » animé par des professionnels, Wim Wenders disait : « Si vous n'acceptez pas l'idée qu'il faudra peut-être même mourir pour votre projet, alors il faut laisser tomber ! »

H. H.

Anita n'en fait qu'à sa tête

Anita travaille depuis trente ans comme caissière dans un cinéma de quartier. Elle y a vu des centaines et des centaines de films. Elle y a connu la période « américaine », la période « porno », la période « art et essai » au gré des tendances profitables à l'employeur…
La salle détruite pendant des vacances « forcées », elle apprend à son retour qu'elle ne sera pas réintégrée dans le multiplexe à naître. D'évidence elle ne fait pas « tendance » à quelques jours de ses cinquante ans…
Or, se rendre machinalement chaque matin sur le lieu de son ancien travail quoi de plus naturel !
À partir de là tout va basculer pour Anita car il y a sur le chantier une énorme pelleteuse et surtout son conducteur, le bel Antoni. Être amoureuse à cinquante ans d'un ouvrier de quarante, aux mains calleuses et de plus marié. Oser cet amour du moment pour ce qu'il est, pour sa force, hors des contraintes sociales, dans sa dimension éphémère.
Ce sera le choix libertaire d'Anita, cette femme veuve, sans histoires, employée modèle et qui disait à une de ses anciennes aventures : « On est tous les deux pareils, on est tout les deux mauvais. »
Comme quoi la soif de liberté, de transgression des règles sociales qui nous enferment et nous briment peut arriver et arrive toujours dans la vie.
Anita nous le rappelle. Elle ne nous assomme pas de rhétoriques, elle nous montre tout simplement le chemin du bonheur à vivre. Voici un « petit film » qui passera sans doute inaperçu et qui pourtant offre à découvrir bien des enseignements à couleurs libertaires.

Jean-Claude Richard

Un film de Ventura Pons avec Rosa Maria Sarda, José Coronado, Maria Barranco.

copinages

La Sociale, feuille du Groupe de la métropole lilloise de la FA est disponible sur simple demande (mais on peut s'abonner aussi, 1 an pour 10 euros) : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Dimanche 9 mars, 16 heures, concert de soutien aux exploitées du groupe Accor en lutte depuis bientôt un an, avec In vitro, Ya basta, Orange street, et sous réserve les Fils de Tepu. Squatt Alternation, 21, rue Pierre-Bourdan, 75012 Paris, M° Nation. Entrée : 5 euros.

La lettre d'info trimestrielle *Sortir du nucléaire* n° 20 est sortie. Disponible par abonnement (10 euros par ans). 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Agop Karakaya signe son troisième recueil de poésie : *Futur cosmogénique*. Éditions des écrivains, 147-149, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. 34 pages, 10 euros

Le tout nouveau Fred Alpi est toujours aussi bon. On vous l'a déjà dit, on ne le répétera jamais assez ! *Les chiens mangent les chiens*, 13 titres, 12 euros, disponible à Publico.

Pour le communisme libertaire. C'est le titre de la dernière compil' posthume de Daniel Guérin, chez Spartacus. Mérite le détour, ne serait-ce que pour la jolie couverture signée Henri Cartier-Bresson. Rien sur la Yougoslavie, curieusement. 10 euros à Publico.

Du côté de la Ramade, on résiste. Dix ans de lutte pour l'environnement dans une vallée auvergnate rassemblés dans un volume furieusement cousin des Nuisances. Les Amis de la Ramade, 10 euros à Publico.

Un jardin dans la maison

Paul Cendron : *Longues branches*

Jean-Michel Bongiraud

Paul Cendron : *Cloches*

C'EST UN CONCOURS de circonstances qui me fit découvrir le poète Jean-Michel Bongiraud, concours de circonstances dont *le Monde libertaire* fut le médiateur principal et tout à fait involontaire (merci, camarades !) : à l'origine de cette lecture donc, une lettre de Jean L'Anselme me remerciant d'un article publié dans *le Monde libertaire*. (février 2002, n° 1268). Réponse immédiate (alors qu'il était alité), et compliment aussi élogieux que spontané ; je ne ferai pas mystère de mon émotion d'alors... mais en aparté figurait une confidence : « Figure-toi que Bongiraud l'a remarqué (ton article), il lit donc le M.L., ce voyou ! » Curiosité aiguisée, nouveau courrier, nouvelle réponse : « Bongiraud, dont je te parlais et qui ne t'est pas connu, dirigeait une petite revue intéressante aux idées indépendantes intitulée *Parterre verbal*. Mais il a dû fermer boutique, donc fermer sa gueule. »

Cet été 2002, je fis donc connaissance avec le *Parterre verbal* de Jean-Michel Bongiraud. J'y découvris une extrême simplicité toute de rugosité et de rigueur, en butte à l'expression d'un quotidien qui interroge le monde et que le monde interroge ; aussi la recherche obstinée d'un passage entre l'humilité d'un constat et une ouverture qui l'ennoblirait, une sorte de pont par où s'évader de « la bassesse du monde/en chacun de nous ».

Il suffit d'énoncer deux titres : *les Mots de la maison* [1] et *l'Ombre de la bêche* [2], pour être introduit dans l'univers poétique de Jean-Michel Bongiraud. Ces poèmes sont l'expression, au plus près, des objets de la maison ou des outils du jardin. La beauté brute. Celle d'une assiette, d'un bol, d'une poubelle ou d'une nappe :

La beauté se trouve plus souvent
dans le défaut d'un bois brut
que dans le motif élégant d'une nappe.
La vie s'offre dans l'un
et paraît dans l'autre.

Mais pas un seul poème qui ne s'achève sur une allusion à la condition humaine, entre espoir et désespoir, tendresse et désenchantement (ainsi : *Dans la vie, l'ajustement est illusoire – La vie, une trouble distraction – Le bonheur attend une greffe – La rose éclôt contre la vermine, qui sont comme les leçons du jardin.* [2] *Les leçons de la maison* [1] y sont tout aussi évidentes, mais il faudrait citer les poèmes intégralement) qui le met à l'abri d'un minimalisme dont la platitude et la médiocrité deviennent par trop envahissantes.

Cueillir un mot.
Lui assurer la vie.

C'est que Jean-Michel Bongiraud, poète digne de ce nom, s'interroge sur le langage, sur son rapport au réel (il n'y a pas de mots dans la nature). Et le *Livre des silences* [3] est riche de cette réflexion, avec la distance nécessaire : « Ce n'est pas la sincérité qui attache le poète à son œuvre, mais sa lucidité. La lucidité devant le poème s'entend par le bien-être physique. Lorsque la douleur est là, elle ne supporte rien d'autre, et du poète elle annihilera toute tentative d'écriture. »

Alors, même si « un poème reconnaît toujours son auteur », il me semble aussi reconnaître Jean-Michel Bongiraud dans la lecture du livre des silences.

Claude Kottelanne

1. Éditions Gros textes, Fontfourane, 05380 Châteauroux-les-Alpes, 5 euros.
2. Éditions Raffia, Alain Lucien Benoît, 912, chemin de Bel-Air, 30650 Rochefort-du-Gard, 8 euros.
3. Éditinter/poésie, 12 euros.

agenda

Vendredi 28 février

Lorient

Conférence-débat avec pour thèmes *Les rapports hommes/femmes, une oppression jusque dans les relations privées; viols, violences conjugales, voiles, inégalités économiques, partage des tâches ménagères, ordre moral: mais où ne sévit pas le patriarcat? les luttes féministes aujourd'hui pour l'égalité des sexes* à 20 h 30 cité Allende.

Ris-Orangis

La CNT 91 organise la projection de *Côte d'Ivoire, la poudrière identitaire,* suivie d'un débat en présence d'Adama Diomande de l'ADDL (Association pour la défense des libertés en Côte d'Ivoire) à 20 heures au théâtre du Funansombulle dans le CAES 1, rue Edmond-Bonté (a côté de la gare de Ris-Orangis, RER D).

Samedi 1er mars

Bordeaux

Permanence de l'Athénée Libertaire, 7 rue du Muguet, par la cantine Mac' No (avec repas ensuite) cantinemacno@hotmail.com

Drancy (93)

Le collectif de soutien aux mal-logés de Drancy appelle à participer à la manifestation contre la politique antisociale du logement de la municipalité et pour le droit d'usage à un logement décent. Départ des Quatre-Routes de Drancy, à 14 heures.

Marseille

Le CIRA a fixé la conférence-débat sur le livre de Liliane Meffre *Carl Einstein Itinéraires d'une pensée moderne* à 15 heures, au 3, rue Saint-Dominique.

Nîmes

Rassemblement antinucléaire à 15 heures devant la préfecture.

Paris 20e

Exposition d'affiches, panneaux et textes sur l'Affaire Granado-Delgado. Information sur la campagne en cours en Espagne par Antonio Martin Bellido et d'autres animateurs du Groupe pro-revision du procès Granado-Delgado. À 16 h 30 à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Dimanche 2 mars

Paris 11e

Fête d'info-soutien du Scalp-Reflex Paris. Présentation et débat sur le projet de village alternatif, anticapitaliste et antiguerre contre le sommet du G8; vidéo *Don't clean the blood* ; musique avec Maxximum Kouett's (ragga meufs core) et Nocif anarpunkos) à 17 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Mardi 4 mars

Paris 5e

Projection du film *L'Irak d'une guerre à l'autre* suivie d'un débat avec José Bové à 19 heures à l'Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard

Ivry-sur-Seine

Projection à l'initiative du groupe d'Ivry de la FA, du documentaire de Béatrice Pigne et Francesco Condemi *L'Irak, d'une guerre à l'autre,* suivie d'un débat autour des enjeux des guerres successives en Irak avec la participation de Bernard Cornut, du Comité pour la levée de l'embargo à 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès.

Samedi 8 mars

Bordeaux

Permanence de l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, par le Cercle Jean- Barrué (FA) cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

Paris 18e

La Rue organise une rencontre-débat: *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Samedi 15 mars

Chelles (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème *Contrôle social et insécurité* avec Jean-Pierre Garnier (sociologue) à 20 h 30 au 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER).

Paris 11e

Forum-débat avec Stéphane Courtois, auteur du *Livre noir du communisme* et *Du passé faisons table rase,* à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Rouen

Conférence « Jules Verne et l'anarchisme » par Aurélien Dauguet à 15 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Lundi 17 mars

Bordeaux

Concert de Born dead icons (hardcore-punk, Québec) et Organisation Mankind à 19 heures au Local universel.

Radio libertaire

Vendredi 28 février

Enjoy polar: à 12 heures, Lilian Bathelot présente son livre *Le Rire d'Olga*.

Samedi 1er mars

Chroniques syndicales: à 11h30, le commerce des livres, comment lirons-nous demain ?

Chroniques rebelles: à 13h30, Christiane Passevant anime une émission consacrée à l'Affaire Granado-Delgado, avec la collaboration de Antonio Martin Bellido (CNT Interco 93 Sud) et d'autres animateurs du Groupe pro-révision du procès Granado-Delgado

Lundi 3 mars

Les destinées de l'histoire: à 18 heures, Floréal, pour le Forum Léo-Ferré, enregistré sur place.

Mercredi 5 mars

Blues en liberté: à 10h30, nouveautés et réédition.

Vendredi 7 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Ronald Shannon Jackson and the Decoding Society, Patrick Forgas Band, Tony Williams, Tony Oxley quartet, Stu Martin trio, Dave Weckl Band, Magma, Jack de Johnette trio, Billy Cobham ensemble.

Mercredi 12 mars

Blues en liberté: à 10h30, Yank Rachel, mandoline et blues.

Vendredi 14 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Dollar Brand quintet, Bertrand Ravalard trio, Randy Weston quintet, Keith Jarrett trio, Claudine François quintet, Matthew Shipp trio, Mal Waldron quintet, Antonio Farao trio, Horace Tapscott quintet.

Mercredi 19 mars

Blues en liberté: à 10h30, piano et guitare, les duos country.

Vendredi 21 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Bennie Wallace quartet, Yochk'o Seffer trio, David Murray quartet, Sonny Rollins trio, Davis S. Ware quartet, Sylvain Beuf trio, Archie Shepp quartet, James Carter quintet, Jean-Marc Padovani quartet.

89,4 MHz
en région parisienne

Aux États-Unis, un gars est en voiture sur l'autoroute lorsqu'il arrive à un bouchon de circulation.
Au bout de quelques minutes, quelqu'un frappe à sa vitre. Le chauffeur la baisse et demande: « Qu'est-ce qui se passe ? »
L'autre gars dit: « Des terroristes ont pris Bush en otage et ils demandent un million de dollars sinon ils l'arrosent d'essence et ils jettent une allumette dessus... Alors vous comprenez; on passe à chaque automobiliste pour ramasser des dons. »
Le chauffeur demande: « Et combien les gens donnent ? »
« 5 à 10 litres... ça dépend... »

Transmis par Patsy

Retrouvez Patsy sur Alternantes FM, 98.1MHz (Nantes) ou 91MHz (Trignac) tous les jeudis, dans l'émission « Le Monde comme il va » entre 18h40 et 19 heures

Vive l'UP !

Dans son numéro de février, *Union pacifiste* lance par la voix – ou plutôt la plume – de Maurice Montet un appel pressant. Les finances sont dramatiquement basses, les bras manquent. Mais le travail, lui, ne fait pas défaut. La guerre et la violence sont toujours le vocabulaire de base des États. Les réfractaires du monde entier on besoin de notre solidarité. Alors n'hésitez plus: si vous sentez en vous la fibre du pacifisme intégral, lisez, diffusez *Union pacifiste !*

UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13
Union pacifiste est en vente à Publico.

déjà du matériel !

campagne anti-G8

Journal

N'hésitez pas à commander le *Journal de la Claaac* **en quantité pour le diffuser. Nous contacter pour les prix.**

Affiches (2 couleurs)

- **Grande affiche (80 x 60): 15 € les 100 + 11,20 € de port**
- **Petite affiche (40 x 60): 8,50 € les 100 + 9,60 € de port**

Autocollants (2 couleurs)

3 € les 100 + 2 € de port

Tee/sweat-shirt (2 couleurs)

- **CLAAAC (2 modèles)**

- **VAAAG (1 modèle recto/verso) XL, L, M, S et « moulant »**
- **Tee-shirt: 10 € + 2,13 € de port**

- **Sweat-shirt: 25 € + 5,70 € de port (en quantité contacter e-mail: reflex@ecn.org**

Sur place

- **Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59**
- **Librairie Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris. Tél./fax: 01 43 71 21 07**
- **La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon**

Commandes

Chèque à l'ordre de CLAAAC CCP 1336954 J Lyon

- **Affiches et autocollants: La Plume noire, Librairies Publico & Quilombo.**
- **Tee-shirts: CERED, BP 322, 44803 Saint-Herblain cedex. Tél.: 06 11 29 02 15**

New-York

Protestation massive

« **Imaginez** que vous êtes dans le métro aux heures de pointe, serrés comme des sardines, et vous aurez une idée des rues de Manhattan bondées de manifestants. Déjà à midi, heure officielle du rassemblement, impossible d'arriver plus près qu'à quatre rues des bâtiments de l'Onu. En sortant de la gare centrale où arrivaient des trains bondés de manifestants, on ne pouvait plus bouger vers l'est (site de l'Onu). La police, visiblement débordée, nous refoulait vers le nord, et nous avons fini par occuper un rectangle de deux kilomètres carrés au centre de Manhattan.

» Les avenues nord-sud étaient bloquées par des lignes de policiers en tenue d'émeute (casques Darth Vador, Police montée). On était censés rester sur les trottoirs. La ville était à nous et on le savait, malgré les snipers postés très visiblement sur les buildings et dans les hélicoptères. La police avait reçu l'ordre de parquer les manifestants comme des moutons dans des carrés entièrement cernés (comme à Washington et à Londres). Elle n'avait pas compté sur le nombre. Ayant interdit la marche, les autorités se retrouvaient face à cinq ou six marches sauvages. Partout on écoutait WBAI, la radio alternative radicale de New York, qui retransmettait en direct les discours, la musique de Richie Haven, et des infos sur le déroulement de la manif.

» La foule était joyeuse d'être là, de manifester son opposition à la folie meurtrière de Bush, et cela malgré la température (-5 °C), l'interdiction et l'intimidation. S'il fallait décrire la composition de cette foule, je dirais quelle était composée d'Américains moyens. Il y avait, outre les étudiants et les pacifistes de toujours, des "grand-mères du Vermont pour la paix" (elles m'ont dit avoir rempli tout un car), beaucoup de familles avec leurs enfants, de gens de couleur (avec leurs syndicats), d'employés, de bourgeois, de jeunes, de groupes organisés de congrégations religieuses et de crieurs de journaux de tous les groupuscules que je croyais disparus depuis 1968.

[...]

» La foule était pacifique, mais j'ai vu plusieurs incidents violents, car elle était aussi impatiente et voulait avancer malgré les lignes de police profondes de trois rangées sur les avenues. Plusieurs fois, j'ai entendu la foule crier, des dizaines de milliers de voix ensemble, comme une bête énorme qui hurle ; ça s'entendait de très loin. "À qui est la rue ? La rue est à nous !" Quelle impression inoubliable ! Plusieurs fois, j'ai vu des manifestants essayer de briser les lignes de police, mais celle-ci a su réagir avec adresse, soit en cédant et en déplaçant les barrières, soit en arrêtant avec une rapidité extraordinaire le premier rang des manifestants en les jetant dans des fourgons avec une brutalité toute professionnelle.

» Malgré ces incidents, l'humour donnait le ton de cette manif. Beaucoup de placards et de dessins "faits maison" sur le thème du scotch que le nouvel Office de sécurité territoriale de Bush avait recommandé aux citoyens pour calfeutrer leurs maisons contre les armes chimiques et biologiques ! Evidemment on montrait Bush, Rumsfeld, et Cie leurs bouches scotchées. On scandait "Bombardez le Texas !", "Je voudrais avoir 21 ans[1] pour que mon vote ne compte pas" et "France-Allemagne, nous sommes avec vous ! "

» Difficile d'estimer le nombre : entre 500 000 et un million, dirais-je. Je me sentais fier de participer à la plus grande manifestation internationale de l'Histoire et de montrer au monde que le peuple américain n'est pas avec Bush. Ce fut une belle journée. »

Et serait-ce un tournant dans l'histoire, cette mondialisation de la contestation ?

Si Bush se trouve obligé de reculer (comme je le dis depuis des mois), il sera humilié et le nouveau mouvement international pourra se bâtir sur cette étonnante victoire historique. S'il se lance dans l'aventure, un grand mouvement populaire international est déjà là pour le bloquer. S'il ose envahir l'Irak, les troupes américaines s'enliseront au Moyen-Orient comme au Vietnam, harcelées de tous côtés par des « terroristes » arabes que Bush aurait engendré plus qu'Oussama Ben Laden. Comptez alors sur le peuple américain qui a arrêté la guerre du Vietnam il y a un quart de siècle et qui vient de prouver qu'il n'a pas peur de braver les alertes orange et la répression policière. Il saura envoyer aux poubelles de l'histoire George W. Bush et son entourage de milliardaires pétroliers, d'intégristes chrétiens, de fachos et de marchands d'armes de destruction massive (les mêmes qui jadis les vendirent à Saddam Hussein pour exterminer les Iraniens et les Kurdes).

Richard Greeman
internationaliste new-yorkais
Témoignages réunis et traduits par Adam Dibbell, Bert Picard et John Vail.

1. L'âge minimum pour être électeur.

Contre les lois sécuritaires et la répression policière

200 manifestants et manifestantes à Brest

Depuis la fin du moi de janvier un Collectif antirépression s'est constitué à Brest.
Ce collectif s'est créé à la suite de la violente répression qui eu lieu à Rennes le 25 janvier après la manif contre les LSQ-LSI.
Samedi 22 février nous organisions notre troisième manifestation. Environs deux cents personnes se sont donc retrouvés à 14 heures place de la Liberté pour dénoncer la répression et les lois sécuritaires. La répression qui vient d'ailleurs de monter d'un cran puisque l'un des militants du Car doit passer en justice le 2 mai, du fait de sa participation aux précédentes manifs. La police lui reproche d'avoir dit des gros mots, « outrages à agents », qu'ils appellent ça.
Dans une ambiance bon enfant le cortège a sillonné les rues de la ville faisant des haltes au commissariat central, à la sous-préfecture et au palais de justice. À chaque fois un texte à été lu devant ces bâtiments peu sympathiques. Parmi ces textes nous pouvons citer celui lu au palais de justice :
« Nous aimerions pouvoir dire comme un certain Charles Pasqua que nous sommes confiants dans la justice de notre pays. Mais nous ne sommes pas Charles Pasqua. Et cette justice à multiples vitesses nous laisse craindre le pire. Il semble en effet plus grave pour elle de dire quelques gros mots aux policiers que de voler des milliards dans les caisses l'État. Ces milliards qui d'ailleurs avaient précédemment été volés aux pauvres. Nous craignons d'elle, c'est vrai, le pire, mais nous lui faisons savoir qu'à chaque fois qu'elle condamnera l'un des nôtres, elle fera grandir notre colère, notre nombre et surtout notre détermination. Cette justice construite par une société inique n'est en fait qu'injustice. La justice, la vraie, ne naîtra que de la révolte du peuple. »
En dehors du collectif organisateur, le Car, on pu remarquer la présence du MNCP de Morlaix, de Démo-terre-happy du centre Bretagne, de Rage de Brest et de la Fédération anarchiste (avec le renfort de militantes et militants de Rennes et de Lorient).
Retrait des lois sécuritaires !
Arrêt des poursuite contre nos camarades !
Arrêt des violences policières et des contrôles d'identité !
Liberté d'expression,de réunion et de manifestation !

Christian
groupe FA de Brest